

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



1127^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 21 septembre 1962,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour:	
Discussion générale (suite)	
Discours du sardar Mohammad Naim (Afghanistan)	37
Discours de M. Gromyko (Union des Républiques socialistes soviétiques)	39
Intervention du représentant des Etats-Unis d'Amérique.	51
Point 89 de l'ordre du jour:	
Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)	52

Président: M. Muhammad ZAFRULLA KHAN
(Pakistan).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. Le sardar MOHAMMAD NAIM (Afghanistan) [traduit de l'anglais]: Tout d'abord, je tiens à exprimer les chaleureuses félicitations de mon gouvernement et du peuple afghan aux représentants du Rwanda, du Burundi, de la Jamaïque et de la Trinité et Tobago, pays qui viennent de prendre place parmi les Nations Unies. Nous sommes persuadés que leur admission à l'Organisation et leur participation à ses travaux contribueront à la réalisation des buts suprêmes des Nations Unies.

2. L'augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation est particulièrement significative dans les circonstances actuelles. En effet, c'est le résultat le plus convaincant de l'œuvre remarquable accomplie par l'Organisation pour assurer aux peuples et aux nations leur droit à l'indépendance et le droit qui leur appartient à tous également de contribuer à l'édification du monde dans lequel ils vivent, par l'exercice direct et légitime de leur volonté, sans influence d'aucune domination étrangère. C'est aussi parce qu'à une époque dont le Secrétaire général a écrit qu'elle est "une période critique dans la vie de l'Organisation", des pays de plus en plus nombreux expriment leur conviction profonde en demandant à y être admis et qu'à l'unanimité les Etats Membres, résolus à la renforcer, les y accueillent.

3. En même temps que nos félicitations, nous voulons exprimer notre désir sincère de voir parmi nous les représentants de pays qui élargiraient encore la composition de l'Organisation, qui vient déjà de s'accroître beaucoup. Ce désir procède de nos aspirations profondes à voir se réaliser l'universalité de l'Organisation. Ainsi, tout en souhaitant accueillir

l'Algérie et l'Ouganda dans un proche avenir, nous voudrions aussi que la coopération des Etats Membres actuels crée l'atmosphère propice à l'admission à l'Organisation d'un bon nombre d'autres pays qui désireraient y entrer mais que certaines difficultés, jusqu'à présent insurmontables en raison de la tension internationale, empêchent encore de prendre leur place ici.

4. La question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies doit recevoir toute l'attention de l'ensemble des Etats Membres. L'Afghanistan reconnaît le Gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de ce pays et espère que ses représentants occuperont sans plus tarder les sièges qui leur reviennent de droit à l'Organisation.

5. Dans l'introduction à son rapport annuel [A/5201/Add.1], le Secrétaire général déclare que l'année écoulée a été une période critique dans la vie de l'Organisation. Nous savons tous bien pourquoi, mais nous trouvons des raisons d'avoir confiance et d'espérer dans le fait que même pendant cette période critique les Nations Unies ont poursuivi leur œuvre et obtenu certains résultats importants dans des domaines divers. A ce sujet, je désire exprimer la grande satisfaction que procure à mon gouvernement la solution d'un problème inscrit depuis longtemps à l'ordre du jour des Nations Unies, solution qui a apporté à l'Algérie son indépendance et sa souveraineté, a mis un terme à un conflit sanglant et a en même temps établi les droits d'une nation héroïque. La politique réaliste suivie sur ce point par la France n'a jamais été méconnue par le Gouvernement afghan, qui a su l'apprécier. Les délibérations des Nations Unies sur ce problème ont joué un rôle historique et de vaste portée.

6. L'esprit de compréhension qui a présidé au règlement de la question de l'Irian occidental a renforcé les espoirs de tous ceux qui souhaitent sincèrement que les différends entre nations puissent être résolus par la compréhension et la recherche constante de solutions pacifiques de tous les problèmes. Il y a lieu d'être satisfait de l'initiative prise en cette matière par le Secrétaire général au nom des Nations Unies et de l'esprit de compréhension dont ont fait preuve l'Indonésie et les Pays-Bas dans une situation grave qui risquait de mener à la guerre. On peut se réjouir du fait que la solution du problème s'inspire du principe d'un respect total des droits du peuple de l'Irian occidental. Nous espérons sincèrement que toutes les nations suivront cette politique de compréhension, de coopération et d'emploi de moyens et méthodes pacifiques pour régler leurs différends.

7. Il est une première question sur laquelle je voudrais insister, en ma qualité de représentant de l'Afghanistan, devant les Membres de l'Organisation, et c'est une des plus importantes que l'Assemblée

générale doit examiner de près dans un esprit de coopération et en ayant conscience de ses hautes responsabilités: c'est la question du renforcement de l'Organisation elle-même. Il faut avant tout que l'Organisation soit forte en tant qu'instrument international dans lequel nous puissions placer notre espoir de résoudre tous les problèmes, majeurs ou secondaires, qui se posent dans le monde. Les moyens d'y parvenir sont nombreux et divers, et les plus efficaces sont difficiles et complexes. Il est donc très nécessaire que les problèmes qui se posent à l'Organisation des Nations Unies elle-même soient abordés sous un angle nouveau et dans un nouvel esprit de coopération, pour éviter que la situation ne s'aggrave et pour faire régner une atmosphère de coopération et d'entente. C'est la seule façon pour l'Organisation de pouvoir intensifier son action et de devenir plus efficace. Notre espoir à cet égard aurait dû être très grand, mais il n'est certes pas exagéré de s'attendre que nous fassions tous de notre mieux pour éviter d'accroître la tension internationale et d'intensifier la guerre froide. C'est pourquoi il est nécessaire que chacun de nous conçoive le monde comme un tout, car c'est celui où nous devons vivre en paix les uns avec les autres ou être exterminés les uns et les autres. Plus que jamais, il est maintenant essentiel que l'Organisation des Nations Unies s'occupe avant tout des grands problèmes qui intéressent l'ensemble de l'humanité et s'y attaque avec plus d'efficacité et de dynamisme.

8. Si nous examinons l'ordre du jour de l'Assemblée générale, nous n'y trouvons aucune question qui n'ait une importance particulière pour certains pays et par conséquent une grande importance pour nous tous. Mais, en tant que membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous devons comprendre que les questions de vie ou de mort pour l'humanité sont celles qui ont pour nous tous l'importance la plus grande. Les problèmes majeurs qui doivent figurer au premier plan des préoccupations de l'Organisation consistent certainement à garantir le droit des peuples et des nations à l'indépendance et à faire observer et respecter leur volonté sur la base de l'autodétermination et du respect de la dignité de l'homme.

9. Il est urgent de réduire la tension internationale et de créer un climat de confiance dans lequel l'humanité puisse vivre en paix et œuvrer en commun à la prospérité universelle, ainsi que de mettre un terme à la rivalité dans les domaines où elle ne peut avoir qu'un seul aboutissement: la destruction du genre humain. Il est essentiel de faire en sorte que l'humanité réalise son plus grand rêve de tous les temps en procédant au désarmement général et complet sous un contrôle efficace et sûr. Il faut absolument combler les écarts entre les niveaux de vie des êtres humains qui ont tous également le droit de jouir des fruits du savoir et de la civilisation, en nous entraînant et en consacrant à des fins pacifiques les forces de la science et de la technologie et en les employant seulement pour assurer le bien-être et la prospérité de l'homme.

10. L'Organisation des Nations Unies se compose de tous ceux à qui incombe la réalisation de ces buts communs, mais certains devraient se reconnaître une plus grande part de responsabilité en raison de la logique des faits qui dominent la vie de l'humanité dans le monde où nous vivons. Evidemment, cela ne diminue en rien la responsabilité des autres pays ni celle de l'ensemble des Nations Unies. Il est donc

essentiel que les Nations Unies n'épargnent aucun effort pour s'acquitter de leurs propres responsabilités en tant qu'organisation mondiale.

11. A ce titre, les Nations Unies ont remporté des succès chaque fois qu'elles se sont mises à l'œuvre avec ardeur et dans toute la mesure où il leur était permis d'agir, et nous sommes convaincus qu'elles remporteront encore plus de succès si elles poursuivent leur action dans cette voie.

12. Nous avons grande confiance que des résultats concrets seraient obtenus par la nouvelle façon dont les Nations Unies ont abordé le problème du désarmement à la dernière session en assurant la participation d'un plus grand nombre de pays à la Conférence réunie à Genève pour élaborer un projet de traité sur la cessation des essais d'armes nucléaires. Bien que les travaux de Genève aient permis la poursuite des négociations pour l'élaboration de ces traités, les résultats sont limités et aucun progrès véritable n'a été réalisé. Les efforts déployés par les nouveaux participants à la Conférence pour résoudre certaines difficultés fondamentales et trouver un terrain d'entente entre les puissances nucléaires, s'ils n'ont pas été couronnés de succès, doivent cependant être considérés comme une contribution sincère et d'importance considérable à la cause suprême que sert l'Organisation des Nations Unies. Il faut espérer que l'Assemblée générale, à sa présente session, examinera à fond le problème du désarmement et portera son attention sur les vraies difficultés qui empêchent les négociations de Genève d'aboutir à un succès complet.

13. Je suis persuadé qu'un examen sérieux de cette question par les Nations Unies sera utile et aidera les futures négociations. A ce sujet, je soulignerai le rôle que jouent les puissances non nucléaires en appelant l'attention des puissances nucléaires sur les responsabilités qu'elles portent.

14. Les circonstances qui ont contraint les pays qui détiennent la puissance nucléaire à poursuivre leurs essais sont sans aucun doute déplorables et alarmantes. Le problème du désarmement nucléaire, la cessation des essais en tous milieux, la destruction de toutes les armes nucléaires, la limitation à des fins pacifiques de tous les efforts vers le progrès sont des questions qui intéressent l'ensemble de l'humanité. Il s'impose donc que les Nations Unies sachent exprimer avec force l'inquiétude de l'humanité et aident ces pays à se rapprocher du point où ils pourront se mettre d'accord pour conclure dès que possible un traité interdisant les essais d'armes nucléaires.

15. La situation au Congo a beaucoup préoccupé les Nations Unies. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général lorsqu'il écrit dans son rapport que "l'amélioration de la situation au Congo est indispensable non seulement pour sauvegarder la réputation de l'Organisation, mais encore pour qu'elle conserve toute son utilité dans des circonstances analogues s'il s'en présentait à l'avenir". Nous avons toujours soutenu les mesures destinées à relever le prestige et accroître l'efficacité de l'Organisation et nous persisterons à le faire. Mais en toutes circonstances, nous en sommes convaincus, aucun règlement durable et sûr d'un problème ne peut intervenir s'il ne se fonde pas avant tout sur le respect total de la volonté des peuples eux-mêmes. Nous avons l'espoir que dans toutes mesures qui pourraient être

prises par la suite, il sera dûment tenu compte de ce principe. Nous espérons aussi que la coopération des Nations Unies permettra au Secrétaire général de déployer des efforts plus constructifs pour faire régner la concorde au Congo et pour aider ce pays à réaliser les conditions de paix dans lesquelles son peuple pourra atteindre les buts nationaux qu'il se sera fixés.

16. Les difficultés financières auxquelles se heurte l'Organisation ne cessent de s'aggraver. C'est évidemment un sujet de vive préoccupation pour les pays qui ont des besoins énormes et urgents et ne disposent que de ressources limitées pour relever le niveau économique, social et culturel de leur peuple. L'Afghanistan est un de ces pays. Néanmoins, le Gouvernement afghan a fait tout ce qui était en son pouvoir pour apporter sa contribution qui, vu nos propres difficultés, représente un maximum. Si elle n'a pas une grande importance matérielle, nous espérons cependant qu'elle symbolisera le grand intérêt que nous portons au renforcement de l'Organisation des Nations Unies.

17. Nous approuvons pleinement la déclaration suivante du Secrétaire général :

"Le passage, au cours des dernières années, de nombreux territoires de la domination coloniale à l'indépendance et la perspective de voir les autres territoires coloniaux prendre prochainement la place qui leur revient dans la collectivité des nations, confère un caractère d'urgence aux appels que ces pays nouveaux adressent à la communauté internationale pour qu'elle leur fournisse cette assistance matérielle et technique sans laquelle ils ne sauraient venir à bout de la tâche monumentale qui consiste à donner un sens à l'indépendance qu'ils viennent de conquérir par une mise en valeur aussi rapide que possible de leurs ressources économiques et sociales." [A/5201/Add.1, p. 3].

En donnant notre plein appui à cette déclaration, je juge nécessaire de souligner une fois de plus que les responsabilités ainsi mises en relief qui incombent à l'Organisation d'aider ces pays ne doivent pas faire oublier l'assistance dont d'autres pays peu développés ont besoin en raison des conditions qui y règnent.

18. De grands changements sont survenus très rapidement dans la structure politique de notre société. Nous assistons à l'émancipation politique d'un pays après l'autre, mais les changements dans la structure de l'économie mondiale sont lents. Les pays de production primaire pâtissent, privés de toute protection, et ils ne sont pas en mesure de diversifier leurs économies nationales afin d'élever leur niveau de vie par l'industrialisation qui est impossible à réaliser sans l'aide et le concours des organisations internationales et des pays avancés industriellement. Les faits le montrent, les pays développés progressent à un rythme plus rapide vers des horizons plus brillants, tandis que dans les pays peu développés, malgré une lutte acharnée, subsistent la pauvreté, la maladie, la malnutrition et le manque d'instruction. Il est nécessaire d'aider davantage, par le moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux, les pays en voie de développement qui s'efforcent d'atteindre un plus haut niveau de vie.

19. Je tiens à souligner qu'en lançant la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Organisation a pris une mesure importante. La Décennie exige la mobilisation de toutes les ressources de

l'Organisation, des institutions spécialisées et des organismes de coopération technique.

20. Nous approuvons les recommandations faites sur ce point par le Secrétaire général, en particulier celles qui tendent à accélérer le courant des capitaux et de l'assistance aux pays peu développés, à augmenter de 25 millions de dollars par an les ressources du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial pour parvenir à un total général de 300 millions de dollars par an pour ces utiles institutions, à intensifier la mise en valeur des ressources naturelles et, en particulier, à prendre des mesures pour stabiliser les marchés internationaux de produits de base dont dépendent les économies des pays en voie de développement. Nous espérons aussi que les propositions concernant la création d'un Fonds d'investissement des Nations Unies seront approuvées aussitôt que possible et sans tarder davantage.

21. Je parlerai en dernier lieu de l'importance de la coopération internationale en matière de commerce mondial. A notre ordre du jour figurent des questions importantes sur ce point, dont l'Organisation se préoccupe depuis sa création. Le commerce mondial est un instrument capital de coopération entre les nations. Pour que cette coopération soit renforcée, il ne faut pas qu'un pays ou un groupe de pays pratiquent des politiques discriminatoires en matière économique et commerciale. Pour notre part, nous reconnaissons l'importance du commerce international et nous avons entretenu des relations commerciales avec tous les pays dans une atmosphère de coopération amicale.

22. Pour améliorer le commerce, il faut que les Etats baignés par la mer coopèrent avec les pays qui n'ont pas de débouché maritime sans entraver leurs progrès économiques en dressant des barrières à leurs relations commerciales avec d'autres pays. Sur ce point, tous les Etats Membres doivent se conformer à la résolution 1028 (XI) de l'Assemblée générale selon laquelle il est nécessaire que les pays sans littoral jouissent de facilités de transit adéquates si l'on veut favoriser le commerce international. Cette résolution invite en outre les gouvernements des Etats Membres :

"... à reconnaître pleinement, dans le domaine du commerce de transit, les besoins des Etats Membres qui n'ont pas de littoral et, en conséquence, à accorder auxdits Etats des facilités adéquates à cet égard en droit international et dans la pratique..."

Nous espérons que cette résolution qui avait été adoptée par l'Assemblée à l'unanimité sera respectée par tous les Etats Membres, car près d'un Etat Membre sur six est un Etat sans littoral et cette coopération est vraiment importante et nécessaire pour promouvoir le commerce mondial.

23. Monsieur le Président, je tiens, avant de quitter la tribune, à vous adresser mes dernières paroles et à m'associer aux orateurs qui m'ont précédé en vous félicitant de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale pour la présente session.

24. M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe] : Je profite de l'occasion, Monsieur le Président, pour vous féliciter, au nom de la délégation soviétique, de votre élection à ce poste si important.

25. L'attitude du Gouvernement soviétique envers les problèmes internationaux brûlants de notre époque a été plus d'une fois exposée du haut de cette tribune. A deux reprises, en 1959 et 1960, c'est dans cette salle des séances de l'Assemblée générale que furent prononcés les discours dans lesquels le chef du Gouvernement soviétique, M. N. S. Khrouchtchev, mit pleinement en lumière la politique extérieure de l'Union soviétique [779ème et 869ème séances]. Ces discours ont fait entendre au monde la conception optimiste et pacifique du peuple soviétique, sa certitude qu'il n'y a pas de nécessité fatale pour une nouvelle guerre mondiale, que la génération présente est en mesure de conjurer une telle guerre, de ne pas la laisser éclater.

26. Assurer la coexistence pacifique d'Etats à régimes sociaux différents, créer les conditions qui permettront d'exclure définitivement la guerre de la vie en société, voilà, en matière de relations internationales, la tâche fondamentale inscrite au programme du Parti communiste de l'Union soviétique, adopté en octobre dernier par le XXIIème Congrès de ce parti. L'action de l'Etat soviétique en politique extérieure est définie par cette tâche.

27. Au cours de millénaires, les périodes de vie pacifique n'étaient que des trêves entre les guerres successives. Par moments, la guerre disparaissait simplement de la scène, tout comme les militaires passent dans la réserve une fois leur service accompli. Mais les bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki allaient contraindre les hommes, qui cependant n'avaient pas encore eu le temps de se remettre des horreurs de la deuxième guerre mondiale, de faire connaissance avec le spectre d'une troisième.

28. L'invention des armes nucléaires avec fusées ne fait pas simplement qu'ajouter une arme nouvelle à celles qui existaient déjà. C'est un bond colossal, un bond sans pareil, dans le développement des moyens de destruction et d'extermination. C'est justement cela qui a posé, dans toute son ampleur, la tâche d'épargner à l'humanité une guerre dévastatrice mondiale. Mais une pareille tâche est aujourd'hui à la mesure des peuples.

29. Il suffit de comparer la carte politique du monde, à la veille de la seconde guerre mondiale et une carte analogue d'aujourd'hui pour se faire une idée concrète des modifications qui ont changé, durant cet intervalle, les traits de notre planète.

30. Sur la carte de 1938 n'existait pas cette puissante communauté des pays socialistes qui groupe maintenant plus d'un tiers de la population du globe et couvre plus d'un quart de sa surface. Le socialisme, de par sa nature, ne fait organiquement qu'un avec la paix; l'agression, les aventures militaires lui sont étrangères. Aussi, sur le plateau de la balance dans la lutte pour la paix, les pays socialistes jettent-ils toute leur autorité et toute leur puissance internationales.

31. Du fait des guerres de libération nationale et des révolutions anti-impérialistes, 50 Etats souverains se sont créés sur les débris des empires coloniaux et, pour la plupart, ont acquis leur indépendance au cours des six dernières années. Et ces Etats multiplient les forces qui soutiennent la cause de la paix.

32. Jetez un coup d'œil sur la carte de l'Europe centrale; on n'y voit plus le Reich hitlérien qui dé-

clencha la seconde guerre mondiale; le militarisme allemand s'est vu briser l'échine du fait de la guerre. Un Etat allemand épris de paix s'est affirmé à l'est de l'Elbe — la République démocratique allemande. Cela est aussi au profit du maintien de la paix.

33. Mais aucun atlas de géographie ne saurait encore refléter un autre facteur très important qui modifie la situation dans le monde: je veux parler de la volonté croissante des peuples de menotter les forces qui fomentent la guerre. Si l'on convenait d'une certaine couleur pour désigner sur la carte les lieux où vivent et travaillent les hommes qui entendent ne pas permettre le déclenchement d'une guerre, il faudrait peut-être en teindre chaque parcelle de terre habitée. Cependant, sur cette même carte monochrome, il faudrait piquer, çà et là, de petits drapeaux d'une autre couleur pour désigner les lieux où vivent les gens qui poussent l'humanité vers une nouvelle guerre.

34. Mais la possibilité effective de conjurer la guerre est une chose, sa réalisation en est une autre. Il n'est pas possible à l'Assemblée générale de ne pas se rendre compte que, dans le monde, de jour en jour se développe la préparation d'une guerre nucléaire et que s'accroît en conséquence la menace de son déclenchement.

35. L'Organisation des Nations Unies ne justifierait pas les espoirs des peuples si elle répétait la triste expérience et les fautes de sa devancière, la Société des Nations, qui, comme l'Organisation des Nations Unies, était destinée à lutter contre l'agression et la course aux armements et à chercher à consolider la paix et la sécurité des Etats. Chacun sait que la Société des Nations s'est écroulée, comme une charpente rongée par la rouille, parce que les forces d'agression l'avaient minée et disloquée. Ces forces firent échec à l'adoption des propositions de l'Union soviétique et d'autres pays pacifiques concernant le désarmement, la répression de l'agression et les provocations internationales, c'est-à-dire que ces forces ne permirent pas à la Société des Nations de devenir un instrument véritable de la défense de la paix. Par-dessus le marché, les Etats fascistes, voulant s'assurer l'impunité et avoir les mains libres en vue de l'agression, quittèrent tout bonnement la Société des Nations. On sait que le Japon, ayant attaqué la Chine, fut le premier à quitter la Société des Nations, puis ce fut le tour de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste.

36. A l'époque, l'Union soviétique avait formulé d'énergiques mises en garde et exigé l'adoption de mesures efficaces pour arrêter l'agression et prévenir le déclenchement d'une guerre mondiale; mais la Société des Nations devait passer outre à ces propositions, sans rien faire pour conjurer la catastrophe.

37. Après la seconde guerre mondiale a été créée l'Organisation des Nations Unies, appelée à épargner aux générations futures le fléau de la guerre. Si l'on analyse la situation créée maintenant, une certaine analogie s'impose avec la période de dures épreuves que connut la Société des Nations et qui précéda sa ruine. La situation présente au sein de l'Organisation des Nations Unies ne peut que troubler l'esprit des gens qui sont partisans du maintien de la paix et de la coexistence pacifique.

38. La déclaration relative à Cuba faite par le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Kennedy,

lors de la conférence de presse du 13 septembre, doit susciter tout particulièrement l'inquiétude des Etats Membres qui participent à la dix-septième session de l'Assemblée générale. Les Etats-Unis, comptant parmi les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et qui sont un membre permanent du Conseil de sécurité, possèdent, parmi les Etats capitalistes, la plus grande puissance économique et militaire. Il semblerait qu'un tel pays et ses hommes d'Etat, en raison de la responsabilité qui incombe aux Etats-Unis en tant que grande puissance, devraient se montrer particulièrement respectueux de la Charte des Nations Unies et mener leur politique conformément à la Charte. Cette déclaration du président Kennedy témoigne entièrement du contraire.

39. Certes, le Gouvernement soviétique a fait remarquer que la déclaration du Président des Etats-Unis contenait également des appréciations raisonnables témoignant d'une compréhension réaliste de certains aspects de la question cubaine et de la situation ainsi créée. Il peut bien remarquer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique s'est publiquement désolidarisé des milieux belliqueux américains qui préconisent le déclenchement immédiat d'une agression armée contre Cuba. Mais ce ne sont pas ces déclarations raisonnables qui donnent le ton, mais bien les menaces brutales qui, en somme, effacent ce que la déclaration du Président des Etats-Unis contenait de positif. Il découle des paroles du Président que les Etats-Unis d'Amérique se considèrent libres d'entreprendre une action militaire contre Cuba et détermineront eux-mêmes la date de l'invasion. Le Président a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis continuera, comme par le passé, de coopérer avec les responsables de la contre-révolution cubaine qui ont trouvé asile sur le territoire des Etats-Unis. Les événements de ces derniers jours n'affaiblissent pas, mais avivent encore les craintes des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la politique menée par les Etats-Unis à l'égard de Cuba.

40. La question se pose de savoir ce que sont devenus les engagements solennels pris par le Gouvernement des Etats-Unis aux termes de la Charte, laquelle prévoit la non-intervention des Etats dans les affaires intérieures d'autres pays? Il apparaîtrait donc que, lorsque la délégation des Etats-Unis siégeait à la même table que nous, à la Conférence des Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies en 1945, et apposait sa signature au bas de la Charte au nom des Etats-Unis, c'était pure mascarade. Pourtant à cette époque, les dirigeants du Gouvernement américain nous déclaraient que les Etats-Unis prenaient au sérieux les engagements contractés en vertu de la Charte. Mais où en sont donc maintenant ces engagements sérieux?

41. Les représentants présents à cette assemblée ont pu, sans aucun doute, voir jusqu'à quel point a été soulevée aux Etats-Unis l'hystérie belliqueuse autour de Cuba, constater la campagne d'hostilité que la presse, la radio, la télévision des Etats-Unis font déborder contre le peuple cubain. On est allé jusqu'à publier à l'avance une liste de prétextes susceptibles d'être exploités pour justifier l'invasion de Cuba. Et ce n'est pas tout, loin de là.

42. Si, par exemple, les Etats-Unis estiment que Cuba "gêne", d'une manière ou d'une autre, le fonctionnement des installations de lancement de fusées expérimentales au cap Canaveral, en Floride, cela

apparaîtra suffisant pour que la plus grande puissance de l'hémisphère occidental fasse déferler sur le minuscule pays de Cuba toute sa puissance militaire. Il ne sera pas difficile à ceux qui méditent une agression contre Cuba de lancer n'importe quelles accusations contre ce pays, si absurdes qu'elles puissent être. En fin de compte, tout échec des essais de lancement de fusées au cap Canaveral pourrait être artificieusement imputé à Cuba. C'est ainsi qu'il appert que Cuba a déjà le tort de se trouver à proximité de la Floride.

43. Mais si l'on adopte cette logique, il en résulte que chaque Etat, surtout s'il est important, peut déclarer à son voisin que celui-ci l'empêche de prendre telle ou telle mesure, dans telle ou telle région. Or, étant donné qu'il est impossible de changer de place un Etat, si minuscule soit-il, comme on déplace maintenant les maisons, étant donné qu'il est impossible d'éloigner ni Cuba de la Floride, ni la Floride de Cuba, qu'arrivera-t-il alors? Eh bien! le voisin plus puissant aura le droit de faire une bouchée du plus faible.

44. Pour attaquer Cuba, on cite encore un prétexte, celui de la sécurité éventuellement menacée de la base américaine de Guantánamo, base maintenue sur le territoire de ce pays sans l'accord du Gouvernement cubain. Mais n'est-il pas évident que les Etats-Unis d'Amérique peuvent fabriquer n'importe quel incident puis déclarer que cet incident prouve qu'il y a menace contre cette base?

45. On dit aussi que les Etats-Unis seront prêts à attaquer Cuba s'ils estiment que ce pays accumule des forces susceptibles de constituer une menace pour les Etats-Unis d'Amérique ou pour le passage des Etats-Unis au canal de Panama, ou bien une menace pour n'importe quel Etat de l'hémisphère occidental. Or, toute personne sensée sait fort bien que Cuba ne poursuit ni le premier, ni le deuxième, ni le troisième de ces desseins, et les hommes d'Etat des Etats-Unis le savent eux-mêmes fort bien. Ils savent aussi parfaitement que l'assistance accordée à Cuba par l'Union soviétique pour consolider son indépendance ne vise également aucun de ces buts, car ils sont étrangers à notre politique.

46. On pourrait citer encore nombre d'accusations fantaisistes contre Cuba, mais l'essentiel s'en ramène à une seule et même chose, à savoir que les Etats-Unis détermineront eux-mêmes les conditions qui leur permettront de perpétrer une agression contre Cuba; de plus, les Etats-Unis eux-mêmes s'érigeront en juges habilités à dire si ces conditions sont réunies ou non.

47. On se demande ce que signifie cette politique. Mais c'est une politique d'agression, une politique de piraterie internationale. Sur quoi est-elle fondée? Apparemment, sur une idée héritée des temps de barbarie; si tu es fort étouffe le moins fort et écrase donc le faible. Mais ces lois valent pour les bêtes sauvages, le fort dévorant le faible. Mais ce sont tout de même des bêtes. Les hommes, eux, doivent se distinguer des bêtes.

48. Certains hommes d'Etat des Etats-Unis d'Amérique déclarent qu'il est indispensable de renforcer le contrôle de toute la région de la mer des Caraïbes, comme si cette mer était devenue une sorte de lac intérieur des Etats-Unis d'Amérique. On se demande seulement qui acceptera de reconnaître le contrôle des Etats-Unis sur les eaux internationales de cette

mer. Les Etats-Unis peuvent tout aussi bien revendiquer la propriété de l'océan Atlantique, en se déclarant les héritiers de Neptune, qui, d'après l'ancienne mythologie, était le roi des mers. Les personnalités les plus désinvoltes des Etats-Unis, perdant, selon toute évidence, le contrôle de leur raisonnement, déclarent — voyez-vous cela! — qu'il faut contrôler le mouvement des navires soviétiques transportant d'Union soviétique à Cuba, et inversement, des marchandises et aussi des spécialistes qui aident les Cubains à développer leur industrie et leur agriculture. Mais qui permettra d'effectuer un tel contrôle? N'est-il pas clair que de telles déclarations incitent à la piraterie et doivent être résolument condamnées? Il vaudrait mieux que ceux qui les lancent se rendent compte que c'est là de la folie.

49. Et que dire de la pression brutale qu'exercent les Etats-Unis sur nombre d'autres Etats, y compris leurs alliés de l'OTAN, pour les contraindre à ne pas fournir de navires pour le transport de marchandises à destination et en provenance de Cuba? Quelle valeur attacher, dans ce cas, aux déclarations des représentants des Etats-Unis prononcées dans l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies sur la coopération économique et l'assistance à apporter aux autres pays, puisque cette grande puissance cherche à arracher un morceau de pain des mains d'un petit pays.

50. L'Organisation des Nations Unies peut-elle se résigner à ce que l'un de ses membres proclame à haute voix qu'il se croit en droit d'attaquer un autre pays, Membre lui aussi de l'Organisation des Nations Unies? Et tout cela parce que le régime intérieur de ce pays va à l'encontre des conceptions du Gouvernement des Etats-Unis et n'est pas de son goût.

51. Non, il est impossible de passer sous silence de telles déclarations. Ce serait saper la seule base sur laquelle peut se maintenir l'Organisation des Nations Unies: la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, le respect de leur régime et de leur mode de vie. On en vient à ce que les pays appartenant au système capitaliste considèrent comme possible, pour faire triompher ce système dans le monde, d'attaquer un Etat ayant un régime différent: un régime socialiste. Admettre cette politique serait prononcer l'arrêt de mort de l'Organisation des Nations Unies, cette organisation ne pouvant exister que si tous les pays, quel que soit leur régime social et politique, respectent réciproquement leur indépendance et leur souveraineté et s'abstiennent d'intervenir dans les affaires d'autrui. Accepter les principes proclamés par le Président des Etats-Unis d'Amérique dans sa déclaration sur Cuba, c'est aller tout droit vers la débâcle de l'Organisation des Nations Unies. C'est une politique qui peut tuer l'Organisation des Nations Unies. Et ce sera la mort pour l'Organisation si cette politique triomphe.

52. La situation est d'autant plus dangereuse que les Etats-Unis ne se contentent pas d'employer le langage de la menace contre Cuba, Etat pacifique et indépendant, mais effectuent pratiquement des actes d'agression à son égard.

53. Nul n'ignore que nombre de coupe-jarrets chassés par le peuple cubain ont trouvé refuge aux Etats-Unis d'Amérique, où vivent la solde des Etats-Unis dans les pays voisins d'où ils effectuent des incursions de pirates dans la République cubaine. Ces

incursions sont perpétrées avec le soutien des Etats-Unis, qui fournit aux ennemis invétérés de Cuba tout l'armement et tout l'équipement indispensables. Aussi l'entière responsabilité des actes de piraterie et de banditisme des coupe-jarrets cubains retombe-t-elle sur le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

54. Si un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies se permet de déclarer et de mener une politique qui menace l'indépendance et la sécurité de ses voisins, il est évident que les autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne pourront plus compter sur cette organisation et seront obligés de rechercher d'autres moyens pour repousser les attaques impérialistes impudentes de ceux qui veulent dominer le monde par la force des armes. Dans ce cas, l'Organisation des Nations Unies, tout comme en son temps la Société des Nations, n'aurait plus qu'à assister à sa propre faillite. Mais les temps ont bien changé; ils sont loin d'être ce qu'ils furent à l'époque de la Société des Nations et même à celle des premières années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. De nos jours, époque de la conquête de l'espace, les Etats disposent de l'arme nucléaire et de fusées, avec leur force monstrueuse de destruction. Et actuellement, seul un insensé peut pratiquer une politique qui consiste à partir des "positions de force" et croire encore que cette politique peut apporter quelque succès et qu'elle permettra d'imposer aux autres Etats son idéologie et ses formes de régime politique. L'Union soviétique et les pays socialistes disposent, pour le moins, des mêmes moyens que les pays capitalistes. Aussi faut-il maintenant résoudre les questions litigieuses non pas en brandissant les armes et en menaçant les autres Etats, mais en recherchant des arguments raisonnables et en trouvant des solutions qui affermeraient la paix et la sécurité de tous les peuples.

55. Le respect des droits souverains de tout Etat, le refus de toute intervention dans les affaires intérieures d'autrui, la reconnaissance du droit des Etats d'édifier un régime politique et social qui réponde aux intérêts et aux désirs du peuple, doivent être les règles rigides et inébranlables de la vie internationale actuelle. Sans le strict respect de ces règles, il ne saurait y avoir de paix ni de coexistence pacifique ni, en dernière analyse, d'Organisation des Nations Unies.

56. Aussi le Gouvernement soviétique estime-t-il devoir élever sa voix pour mettre en garde les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et attirer leur attention sur les conséquences extrêmement graves pour la paix que peut avoir la politique pratiquée par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de la République de Cuba. Si les Etats ici représentés veulent préserver l'Organisation des Nations Unies et en faire un instrument efficace du maintien et de la consolidation de la paix, il faut alors condamner résolument cette politique et ces actes.

57. De nos jours, on ne peut se permettre — et cela se rapporte particulièrement à une grande puissance — de perdre son bon sens et son sang-froid et d'aborder les problèmes de guerre et de paix avec cette légèreté dont font preuve certains hommes d'Etat américains quant à la situation à propos de Cuba. Une attaque contre Cuba entraînerait des conséquences qui ont fait l'objet d'un avertissement lancé par le Gouvernement soviétique au monde entier, dans sa déclaration bien connue du 11 septembre 1962.

58. Il est peu probable que ceux qui ont monté les groupements militaires d'agression et qui ont parsemé le monde entier de réseaux de bases militaires — ces tremplins d'agression —, ceux qui mettent obstacle à la liquidation des séquelles de la seconde guerre mondiale, montent à cette tribune et disent: "Oui, c'est nous qui sommes les instigateurs de la préparation de la guerre et ses participants." On sait que les guerres ont presque toujours été préparées sous le couvert de protestations d'attachement à la paix. C'est l'amère vérité. Et ce n'est pas après le déclenchement des événements fatals qu'il faut sonner le tocsin, mais dès aujourd'hui.

59. Lisez attentivement les journaux et les revues, écoutez la radio de certains pays et vous arriverez inévitablement à la conclusion suivante: les milieux qui ont détourné vers des buts de destruction et d'extermination une des plus grandes réalisations de la science — je veux dire la libération de l'atome — travaillent jour et nuit à obscurcir la conscience des peuples et à leur inculquer l'idée de l'inévitabilité de la guerre.

60. On entend assez souvent les responsables de la politique des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays occidentaux dire que "l'équilibre de la peur" est la meilleure garantie contre une nouvelle guerre. Les partisans de ce point de vue raisonnent de la manière suivante: les moyens de destruction et d'extermination sont devenus si puissants qu'aucun Etat ne courra le risque de commencer une guerre nucléaire, puisque la riposte nucléaire serait inévitable. Et comme on le comprend dans chaque camp, il s'ensuit que la crainte de la représaille doit retenir chacun d'eux de faire parler les armes. C'est pourquoi, nous dit-on, plus on aura amassé d'armes, plus énorme sera leur force destructive et meurtrière, mieux cela vaudra, car la peur s'en accroîtra.

61. En d'autres termes, du point de vue des apologistes de cette doctrine dangereuse et agressive pratiquée dans certains pays de l'OTAN et promue au rang de politique d'Etat, la manifestation la plus noble du pacifisme, c'est l'armement général et complet, c'est une débauche effrénée d'armements.

62. Mais fonder la politique des Etats sur le sentiment de peur universelle équivaudrait à maintenir constamment le monde dans un état de tension fébrile, d'hystérie faisant préface à la guerre. Dans cette situation il serait à craindre que les nerfs ne lâchent dans l'autre camp et qu'il ne tire le premier coup de feu. Cette crainte ne pousserait-elle pas à ne pas se laisser devancer par l'ennemi? Ce serait en somme comme le duel d'autrefois, lorsque les adversaires levaient leurs pistolets et visaient au front en attendant le coup de feu, avec peut-être la seule différence qu'il n'y aurait pas de témoins pour veiller au respect des règles du duel et donner le signal d'avancer.

63. C'est à peine si un pas sépare la doctrine militariste de "l'équilibre de la peur" de la doctrine encore plus dangereuse de la guerre nucléaire préventive. Mais la délégation soviétique s'arrêtera spécialement sur cette dernière question.

64. Il n'y a qu'un seul moyen sûr de ne pas laisser une nouvelle guerre mondiale venir à maturité, c'est de détruire l'appareil matériel de la guerre. Le désarmement général et complet, voilà le programme d'action que défendent déjà au moins les trois quarts

des pays du monde. Moins les hommes seront prisonniers de l'idée que la course aux armements et la guerre sont inévitables, plus ils seront résolus et au coude à coude dans leur lutte pour le désarmement, considéré comme une tâche immédiate et réelle, et plus vite ce programme sera réalisé.

65. Cela fait plus de 16 ans que l'Organisation des Nations Unies s'occupe du problème du désarmement. On peut dire qu'il est devenu le problème satellite de l'Organisation des Nations Unies. Nombreux sont les comités, sous-comités et commissions qui ont été lancés sur l'orbite de ce problème. Malheureusement, ils ont dû connaître, eux aussi, une sorte d'apesanteur. Pour parler en langage direct, les résolutions qui y ont été adoptées n'ont, au fond, pas de poids. Ainsi, présentement, le Comité des Dix-Huit, chargé d'élaborer un accord sur le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, ne peut guère enchanter l'Assemblée générale avec les succès qu'il a obtenus dans l'accomplissement de la tâche à lui fixée.

66. De quoi s'agit-il donc? Pourquoi le mécanisme des pourparlers tourne-t-il à vide? Mais parce que ce ne sont pas, et de loin, tous les participants qui aspirent à la conclusion d'un accord sur le désarmement.

67. Le Gouvernement soviétique a soumis à l'examen du Comité un projet achevé sur le désarmement général et complet [DC/203, annexe 1, sect. C]. Il propose de réaliser ce désarmement en trois étapes dans un délai de quatre ans. Dès la fin de la première étape, le monde serait radicalement différent de celui où nous vivons aujourd'hui, différent en ce sens que le danger d'une attaque nucléaire d'un Etat contre un autre aurait disparu. En effet, conformément au projet soviétique, au cours de la première étape tous les moyens de livrer les armes nucléaires seraient détruits, toutes les bases militaires en territoires étrangers supprimées, les troupes étrangères retirées en deçà des limites de leurs frontières nationales. Cela signifie que l'arme nucléaire serait mise hors d'état de nuire et ne serait plus qu'un poids mort bloqué dans les entrepôts. Une fois exécutées les mesures de la deuxième étape, l'arme nucléaire serait détruite et la notion même de "puissance nucléaire" disparaîtrait. Au terme de la troisième étape, la suppression des forces armées et des armements serait complètement réalisée.

68. Si les propositions du Gouvernement soviétique étaient appliquées, les enfants nés en l'année de la conclusion de ce traité sur le désarmement n'auraient pas encore atteint l'âge scolaire qu'il ne resterait déjà plus sur terre d'armes qui puissent jamais menacer leur vie.

69. Au cours des travaux du Comité des Dix-Huit, le Gouvernement soviétique a proposé des additifs et des amendements importants [A/5200-DC/205, annexe 1, sect. D] à son projet de traité, afin de faciliter l'usage d'un langage commun avec les puissances occidentales. Nous avons accepté les suggestions de ces puissances en ce qui concerne la réduction des forces armées et des armements classiques; nous sommes allés au-devant d'eux quant au plafond des forces armées, quoique nous considérions qu'une réduction plus radicale des armements et de l'effectif des forces armées répondrait, dans une plus large mesure, aux intérêts de la réalisation la plus rapide possible du désarmement.

70. Les gouvernements des puissances occidentales se plaignaient que le projet soviétique prévoie des délais trop courts pour la réalisation du désarmement. Le Gouvernement soviétique est partisan d'une mise en pratique très rapide du programme de désarmement général et complet. Là encore, nous n'avons pas insisté sur nos conditions et nous avons accepté d'étendre les délais du désarmement à cinq ans.

71. Si l'on n'arrive pas jusqu'à présent à faire démarrer l'affaire du désarmement, comme si elle était prise dans un embâcle de glaces séculaires, la faute en est aux puissances de l'OTAN, et à elles seules. Les propositions qu'ont apportées à Genève les puissances occidentales sont farcies de tout ce que l'on peut imaginer, mais elles ne renferment pas l'essentiel, à savoir la volonté d'envoyer à la ferraille la machine de guerre des Etats. Comme par le passé, à la base de leurs propositions demeure le désir d'établir un contrôle sur l'armement et non sur le désarmement, de percer une brèche dans le système de défense de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, de maintenir, pour une durée indéterminée, leurs bases militaires et leurs troupes en territoire étranger.

72. Aussi bien, c'est un fait que les gouvernements des puissances occidentales, particulièrement celui des Etats-Unis, ne s'arrêtent devant aucun subterfuge, devant aucune acrobatie pour justifier la nécessité de maintenir leurs bases militaires sur les territoires d'autres Etats, pratiquement jusqu'à la fin de la réalisation du programme de désarmement. Cela revient à rendre impossible le désarmement même, car il serait naïf de croire que l'Union soviétique et les autres Etats socialistes consentiront à satisfaire des exigences aussi absurdes. Y consentir reviendrait, en fait, pour l'Union soviétique et les autres Etats épris de paix à s'en remettre à la discrétion des puissances impérialistes et à remettre leur sécurité entre leurs mains. Nous ne doutons pas que la nécessité de maintenir des bases militaires sur des territoires étrangers ait été spécialement inventée afin de célébrer les funérailles du désarmement avant même d'aborder sa réalisation.

73. Le fait qu'à l'heure actuelle les exigences des puissances occidentales sur le contrôle revêtent une nouvelle tenue n'y change rien quant au fond. On nous propose de transformer les territoires des Etats en une sorte d'échiquier, de les partager en zones et de jouer au contrôle sur cet échiquier. Mais les coups de ce jeu seraient effectués dans le même but que précédemment: obtenir, par espionnage, les renseignements qui n'intéresseraient que l'agresseur en puissance.

74. De cette même tribune, le chef du Gouvernement soviétique, M. Khrouchtchev, déclarait déjà en 1960 [882ème séance] que l'Union soviétique était disposée à accepter sur le contrôle n'importe quelle proposition des puissances occidentales, à la condition que celles-ci, de leur côté, acceptent les nôtres sur un désarmement général et complet. Voilà deux ans que nous attendons leur réponse.

75. Au cours des pourparlers à Genève, le Gouvernement des Etats-Unis s'est catégoriquement opposé à la suppression, fixée à la première étape du désarmement, de tous les moyens de livraison des armes nucléaires, en déclarant que les Etats procédant au désarmement auraient besoin d'un prétendu "parapluie protecteur". Nous ne considérons pas comme sérieux

de tels arguments. Cependant pour faire réellement des progrès, nous sommes prêts à faire encore un effort.

76. Tenant compte de la position des puissances occidentales, le Gouvernement soviétique consent, lors de la destruction, au cours de la première étape, des moyens de livraison des armes nucléaires, qu'il soit fait une exception pour une quantité strictement limitée et convenue de fusées intercontinentales, de fusées antifusées et de fusées antiaériennes du type "sol-air", dont ne disposent respectivement que l'Union soviétique et les Etats-Unis. Ainsi, au cours d'une période définie, il continuerait d'exister des moyens de défense pour le cas où quelqu'un, comme certains hommes politiques occidentaux en expriment la crainte, se déciderait à violer le traité, à dissimuler des fusées ou des avions militaires.

77. Le Gouvernement soviétique apporte les modifications correspondantes dans son projet de "Traité sur le désarmement général et complet sous un strict contrôle international" que nous soumettons à l'examen de la présente session de l'Assemblée générale.

78. Pour discuter le problème du désarmement il n'est pas de forum international plus large que l'Assemblée générale des Nations Unies où plus de 100 Etats sont représentés. Et c'est ici que doit retentir la vérité au sujet de ceux qui veulent étouffer les espoirs mis dans le désarmement, de ceux qui font passer leurs objectifs cupides et bornés avant les intérêts vitaux des peuples.

79. L'ennemi principal du désarmement, ce sont les gens des monopoles dont le métier est de fabriquer des armes de mort. Ils ont récolté une moisson sanglante mais opulente, au cours de la première et de la seconde guerre mondiale. Marchands de mort, ils veulent, aujourd'hui et demain, extorquer des milliards de bénéfices. Ils veulent que demain, comme hier, continue à couler le Pactole issu de la course aux armements; aussi empêchent-ils les hommes de rompre le cycle funeste partant d'une guerre — avec création de moyens de destruction toujours plus dévastateurs — pour aboutir à une autre guerre encore plus exterminatrice. Ce sont eux qui ont suspendu 100 cadenas au mur qui sépare le désarmement de la course effrénée aux armements. Mais les intérêts d'une poignée de gens qui s'engraissent grâce aux armements ne sont rien en comparaison des conséquences de la course fébrile aux armements, à celles de la guerre thermonucléaire.

80. A notre époque, ce ne sont pas les armes qui sont appelées à décider quel est le meilleur régime social et politique; non, mais le fait de découvrir dans la compétition mondiale les avantages d'un régime sur l'autre. Tous les peuples, et chacun d'entre eux pris séparément, veulent vivre, quelle que soit la doctrine qu'ils professent ou le Dieu auquel ils croient. C'est pourquoi l'œuvre du désarmement est leur cause commune.

81. Le Gouvernement soviétique lance un appel aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, leur demandant de se rendre compte, en allant jusqu'au fond des choses, de l'entière responsabilité qu'ils assument devant les peuples, en ce qui concerne le désarmement.

82. D'une façon générale, le problème du désarmement est envisagé sous un seul aspect, celui de la

suppression de la machine de guerre des Etats. Il en existe cependant un autre. La portée du désarmement général et complet réside non seulement dans le fait de détruire l'appareil de guerre, mais également dans le fait de libérer d'immenses ressources matérielles et moyens financiers retenus dans l'état qui constituent les armements.

83. Le Congrès mondial pour le désarmement universel et la paix, qui s'est tenu l'été dernier à Moscou et auquel était représentée la majorité des peuples et des tendances politiques du monde contemporain, a souligné que la lutte pour le désarmement est aussi la lutte pour une politique économique juste, permettant de désarmer de telle façon qu'il en résulte le plus grand profit possible pour le progrès de l'humanité.

84. Reconvertir au bénéfice du développement de l'économie pacifique des Etats, de l'accroissement du niveau de vie et de la culture des peuples les moyens financiers destinés à l'armement est une grande et noble tâche qui appelle un examen des plus sérieux. C'est pourquoi le Gouvernement soviétique propose d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à titre de question distincte, la question intitulée "Programme économique de désarmement" [A/5233].

85. Les experts qui, aux termes de la résolution de la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies [résolution 1516 (XV)], ont procédé à l'examen des conséquences du désarmement ont établi, en se basant sur des données officielles, que dans le monde entier, il est dépensé chaque année 120 milliards de dollars ². Donc, si l'on ne met pas un terme à la course aux armements, il sera dépensé, pour les besoins militaires, au cours des 25 prochaines années, au bas mot, 3 000 milliards de dollars.

86. Que se passerait-il, si ces moyens étaient transférés à des fins productives? On estime que, dans ce cas, la valeur effective des richesses pourrait être plus que doublée. Mais ce n'est pas tout, loin de là; on pourrait aussi reconvertir, dans des buts pacifiques, d'immenses richesses, actuellement gelées pour les besoins d'armements, d'équipements et de stocks stratégiques de tout genre. Cent millions de gens, gaspillant en pure perte leur savoir et leurs forces au service militaire, ou bien travaillant pour les besoins de la guerre, dans l'industrie, l'agriculture et les transports pourraient être associés, avec succès, à un labeur pacifique et constructeur. En levant le secret des inventions et de la technique militaire on donnera un puissant essor à la production pacifique et, dans les branches civiles de l'économie, on transformera la technologie.

87. Certes, le désarmement à lui seul ne guérira pas l'humanité de toutes ses peines et infortunes actuelles; mais il peut sérieusement accélérer le développement de tous les pays et, avant tout, aider les gens à satisfaire leurs besoins urgents.

88. Grâce à ce programme tout le monde y gagnera: et les pays sous-développés, en retard sur le plan économique par la faute du colonialisme, et les pays socialistes et les pays capitalistes industriels.

89. Selon les estimations des savants économistes, si l'on affectait, en vue de développer les pays économiquement arriérés, un cinquième des ressources que

dépensent, à des fins militaires, les Etats qui font partie de groupements politico-militaires, cela équivaudrait à 20 milliards de dollars par an, soit 500 milliards de dollars en 25 ans. Cette somme, ajoutée aux sources nationales d'investissements, suffirait pour que les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine puissent se rapprocher du niveau actuel de la production industrielle des pays tels que l'Angleterre et la France, et cela durant la génération actuelle, c'est-à-dire au cours des 20 à 25 années à venir. Avec ces 500 milliards de dollars, on pourrait créer dans le monde, 30 à 40 nouvelles régions industrielles importantes, analogues à la Ruhr ou au complexe industriel de la station hydro-électrique de Bratsk, en cours de construction en Sibérie.

90. Le Gouvernement soviétique soumet à l'examen de l'Assemblée générale un projet de "Déclaration sur l'affectation à des besoins pacifiques des moyens et ressources libérés à la suite du désarmement" [A/5233]. Le Gouvernement soviétique estime que l'Organisation des Nations Unies doit, dès maintenant et sans attendre l'aboutissement des négociations sur le désarmement général et complet, aborder l'élaboration d'un programme international d'utilisation pacifique des moyens et ressources destinés à l'heure actuelle à des fins militaires. L'élaboration, en temps voulu, de ce programme permettrait, non seulement de préparer à l'échelle mondiale, la reversion sans à-coups de l'économie des Etats en une économie de paix dès la conclusion de l'accord sur le désarmement, mais elle aiderait aussi les peuples à mieux réaliser la nécessité et l'importance du désarmement; par là même, elle attirerait, sous l'étendard de la coexistence pacifique et du désarmement, des millions et des millions de champions nouveaux et actifs de cette grande cause.

91. Il appartient à la présente session de l'Assemblée générale de se prononcer sur le problème de la cessation des explosions nucléaires expérimentales.

92. A cet égard, la position de l'Union soviétique est bien connue: nous sommes en faveur de l'interdiction immédiate et inconditionnelle de tous les essais nucléaires sans exception, dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique, sous la terre et sous l'eau. S'il ne dépendait que de l'Union soviétique, il n'y aurait plus depuis longtemps de d'essais nucléaires sur notre globe.

93. Les représentants des puissances occidentales, pour justifier leur attitude qui empêche la réalisation de l'accord sur la cessation des essais de tous les types d'armes nucléaires, en viennent souvent à dénaturer les faits et cherchent à reprocher à l'Union soviétique d'avoir, soi-disant, rompu une certaine trêve des essais nucléaires. Nous devons dire à ceux qui se permettent de telles affirmations, qu'on ne saurait rompre ce qui, en somme, n'a jamais existé.

94. Bien que l'Union soviétique se fût, à maintes reprises, adressée aux puissances occidentales, les invitant à s'entendre sur une trêve, les Etats ne sont arrivés à aucun accord qui aurait formulé des engagements au sujet d'une trêve des essais nucléaires et les modalités de leur application. Le mythe de la trêve a été révélé au grand jour au moment où les Gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et des autres Etats de l'OTAN ont ressenti le besoin de justifier une nouvelle série d'expériences nucléaires qu'ils avaient déclenchée.

95. Chacun sait que ce n'est pas l'Union soviétique qui a pris l'initiative des essais nucléaires et de la

²/ Voir Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1), publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XI.1, par. 8.

coursure aux armements. Toutes les explosions nucléaires expérimentales auxquelles notre pays ait jamais procédé étaient uniquement une réponse aux actes des Etats-Unis ainsi que du Royaume-Uni et de la France, leurs alliés de l'OTAN. Les Etats-Unis ont été les premiers à procéder à des essais nucléaires; c'est aux Etats-Unis et à leurs alliés de les arrêter les premiers; l'Union soviétique a toutes les raisons d'être la dernière à les terminer.

96. Les puissances occidentales ont amené la discussion sur le contrôle, afin de saboter l'accord international sur la cessation des essais nucléaires. La science et l'expérience confirment qu'à l'heure actuelle les Etats disposent de tous les moyens nécessaires pour contrôler, avec une précision suffisante, l'exécution de l'accord sur l'arrêt des expériences. Même les experts du Ministère de la défense des Etats-Unis sont obligés aujourd'hui de le reconnaître. Et pourtant, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de mois en mois, d'année en année, entravent la conclusion d'un tel accord, en réclamant de l'Union soviétique qu'elle accepte de laisser mettre en place sur son territoire un réseau international de postes de contrôle, qui sont inutiles à la vérification de l'exécution de l'accord, mais sont particulièrement souhaités par les états-majors de l'OTAN.

97. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni contrecarrent toute proposition sur la cessation des expériences nucléaires, quel qu'en soit le promoteur, l'Union soviétique ou les Etats neutres, si ces propositions reposent sur la possibilité d'utiliser, pour le contrôle, les moyens nationaux de détection. Repoussant les propositions de l'Union soviétique et des pays neutres, les puissances occidentales, jusqu'à ce jour, poursuivent leur ancienne politique: ou bien cessation des expériences, assortie de la création d'un large réseau d'espionnage sous couleur de contrôle, ou bien légalisation des essais nucléaires souterrains. On voudrait croire qu'elles n'ont pas encore dit leur dernier mot.

98. Récemment, le Gouvernement soviétique a proposé de signer un accord sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans l'espace extra-atmosphérique et d'y stipuler l'engagement des Etats à poursuivre les négociations sur la cessation des essais souterrains. Il est évident qu'au cours des pourparlers et tant que l'accord sur la cessation de ces essais n'aura pas été acquis, il ne devra pas être effectué de tels essais. Nous estimons que cette proposition constitue une base excellente pour un accord. Ce sont donc les puissances occidentales qui détiennent la clef pour la solution de ce problème.

99. Les propositions visant certaines mesures susceptibles de contribuer à la détente internationale méritent également une sérieuse attention de la part de l'Assemblée. Il y a longtemps qu'a mûri la nécessité de mettre en œuvre la proposition bien connue de la République populaire de Pologne, quant à la création d'une zone dénucléarisée au centre de l'Europe^{3/} [697ème séance]. L'idée contenue dans cette proposition a fait naître des plans de création de zones dénucléarisées semblables, dans d'autres régions du monde. L'Assemblée générale servirait bien la cause de la paix si elle appuyait ces plans.

100. Un accord, aux termes duquel les Etats renonceraient à l'emploi des armes nucléaires et conclu-

raient un traité de non-agression entre l'OTAN et l'Organisation des pays du Traité de Varsovie constituerait un bouclier sérieux contre le danger de la guerre nucléaire. Ces mesures et d'autres semblables écarteraient en même temps beaucoup des obstacles qui se dressent sur la voie du désarmement général et complet.

101. Dans la situation internationale actuelle, une tâche considérable, je dirais d'une importance extrême par la signification qu'elle a prise, est celle de la normalisation du commerce international. Des phénomènes anormaux se sont manifestés dans ce domaine et sont particulièrement aggravés par la création du "Marché commun".

102. L'Organisation des Nations Unies est témoin du fait que des groupes entiers de pays industriellement développés, recourant aux limitations discriminatoires en matière commerciale, ferment leurs marchés, adaptent les rapports économiques extérieurs aux intérêts du bloc militaire de l'OTAN.

103. Mais quels que soient les trompe-l'œil publicitaires dont les organisateurs du Marché commun affublent leur politique, ils ne réussiront pas à convaincre qui que ce soit que ce groupe économique fermé ne sert pas avant tout à renforcer la course aux armements et à consolider les forces revanchardes de l'Allemagne occidentale. En même temps, on mise sur la possibilité de lier solidement l'économie des Etats encore insuffisamment développés à l'économie des puissances impérialistes, de maintenir dans les jeunes Etats la structure économique exclusive héritée du colonialisme, d'empêcher ces Etats d'accéder à une indépendance véritable.

104. Il faut bien reconnaître que l'Organisation des Nations Unies est grandement redevable aux peuples, car c'est précisément elle qui est appelée à se préoccuper de l'assainissement du commerce international, c'est elle qui aide à faire l'usage le plus rationnel du labeur humain et des trésors naturels de la terre et c'est elle qui rapproche les Etats.

105. Il y a déjà longtemps que l'on a senti le besoin de convoquer une conférence internationale sur les problèmes du commerce, laquelle discuterait de la création d'une organisation internationale du commerce, englobant toutes les régions du monde, sans la moindre discrimination.

106. Le Gouvernement soviétique soumet à l'examen de l'Assemblée générale de l'ONU, au titre de point distinct de l'ordre du jour, une proposition tendant à convoquer, en 1963, une conférence internationale sur les problèmes du commerce [A/5219]. Le Gouvernement soviétique est convaincu que la tenue d'une telle conférence et l'établissement d'une organisation internationale du commerce pourraient non seulement constituer une base saine pour le développement des échanges économiques des Etats, mais encore contribuer à la création, dans leurs relations, d'un climat de confiance favorisant la détente internationale.

107. Désirant contribuer à la consolidation de l'autonomie économique des jeunes Etats indépendants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par tous les moyens, notamment par le développement d'échanges internationaux mutuellement avantageux, nous ne pouvons pas oublier qu'il existe des pays et des peuples qui subissent encore le joug colonial. Point n'est besoin, je pense, d'énumérer les crimes perpétrés par les colonialistes; ils ont été relatés dans la

^{3/} Proposition connue sous le nom de "Plan Rapacki".

presse et sont connus des participants à l'Assemblée générale.

108. Tout le monde se rappelle le temps où, répondant à l'appel du chef du Gouvernement soviétique, M. Khrouchtchev, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Ce fut là une grande action. Nombre de peuples, enthousiasmés par les nobles idées de la Déclaration, ont, depuis, conquis leur indépendance. Une victoire éclatante a couronné la lutte héroïque du peuple algérien pour sa libération.

109. Bien des changements se sont produits dans le monde au cours des deux années écoulées depuis l'adoption de cette déclaration historique; seuls les colonialistes restent semblables à eux-mêmes: ils se sont opposés et continuent à s'opposer de toutes leurs forces à la libération des peuples. Espérer qu'ils se sépareront à l'amiable des peuples opprimés équivaudrait à faire traîner interminablement en longueur l'application de la Déclaration. De plus, comme le montre l'exemple du Congo, les Etats, encore insuffisamment consolidés et dont les richesses excitent l'appétit de monopoles rapaces, seraient exposés aux coups du sort.

110. Les responsables de la situation actuelle au Congo s'efforcent d'exiger de l'Union soviétique et d'autres Etats qu'ils couvrent les frais des opérations des puissances coloniales pour porter préjudice à l'indépendance de la République du Congo et en effectuer le démembrement. Voudrait-on nous faire payer les frais de l'assassinat de Patrice Lumumba et des centaines d'autres patriotes ou les frais de l'agression tripartite contre l'Egypte et d'autres actes semblables? Que personne ne compte sur l'Union soviétique pour aider les colonialistes, ne fût-ce que d'un kopeck, voire d'un cent, à faire bénir leurs activités criminelles.

111. La tragédie du Congo n'est pas encore terminée. Voici qu'actuellement les puissances coloniales, sous le couvert du drapeau de l'Organisation des Nations Unies, s'accordent pour réaliser le nouveau plan du partage de ce pays et de la transformation de ses régions les plus riches en une succursale des monopoles impérialistes. En même temps, sans se gêner on met au rebut les décisions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur le problème congolais. Le Gouvernement soviétique estime que l'Organisation des Nations Unies n'accomplirait pas tout son devoir si elle abandonnait le peuple congolais à l'arbitraire des puissances colonialistes.

112. En luttant, les peuples ont brisé bien des mailles de la chaîne d'oppression coloniale, mais non pas toute la chaîne; arracher et anéantir définitivement toutes ces chaînes est le devoir sacré de l'Organisation des Nations Unies.

113. Chaque fois qu'il est question des tâches les plus urgentes pour la consolidation de la paix, nous pensons inévitablement aux problèmes de la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne et de la normalisation, sur la base de ce traité, de la situation à Berlin-Ouest. Par son acuité, ce problème peut disputer la priorité au problème du désarmement lui-même. Les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne et certains autres pays membres de l'OTAN transforment pratiquement le problème du traité de paix avec l'Allemagne en une épreuve de force entre l'Est

et l'Ouest. Cela provoque une tension extrême et éminemment dangereuse dans les rapports entre les Etats, notamment entre les grandes puissances.

114. Pendant les 17 années écoulées depuis la débâcle de l'Allemagne hitlérienne, on n'a pas pu aplanir les difficultés du problème allemand; bien au contraire, elles se sont aggravées. Mettre le point final à la seconde guerre mondiale en concluant le traité de paix avec l'Allemagne, ce n'est pas seulement payer le tribut aux us et coutumes internationaux, mais, comme le démontre l'expérience d'après guerre, c'est jeter le fondement d'une paix solide en Europe. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner objectivement la situation qui règne actuellement en République fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest.

115. Si nous comparons la situation qui existe actuellement en République fédérale d'Allemagne avec celle qui existait en Allemagne au cours des années 30, c'est à peine si l'on peut déceler de grandes différences. Il est vrai que le long des hampes ne flottent plus de drapeaux ornés de l'araignée du svastika. Les portraits des uns sont remplacés par ceux des autres. Mais c'est là une façade. En réalité, la ressemblance est frappante entre l'Allemagne à la veille de la seconde guerre mondiale et l'Allemagne dans sa politique actuelle.

116. A l'époque, avant de violer ouvertement le Traité de Versailles qui imposait certaines restrictions militaires à l'Allemagne, Hitler avait préparé, dans le moule d'une Reichswehr de 100 000 hommes, les cadres des armées futures, aux effectifs de plusieurs millions d'hommes. A l'heure actuelle, grâce aux mêmes méthodes, "à la chaîne", des centaines de milliers de recrues passent par les casernes de la Bundeswehr. L'expérience des croisades hitlériennes de brigandage sert de base à leur préparation militaire. Déjà maintenant, en République fédérale allemande, le nombre des hommes ayant porté la capote du soldat est plus grand que dans la plupart des Etats représentés à l'Organisation des Nations Unies et qui avaient participé aux combats contre le fascisme allemand.

117. A la veille de sa débâcle, l'Allemagne nazie cherchait fiévreusement à trouver le secret de la bombe atomique espérant, avec son aide, changer le cours de la seconde guerre mondiale. Les successeurs de Hitler, en Allemagne occidentale, veulent réussir là où Hitler a échoué; ils cherchent, par des voies diverses, à tendre leurs bras vers les arsenaux nucléaires, afin de s'emparer de cette arme, sinon directement, du moins sous le couvert de l'OTAN. En même temps, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne prétend qu'il se borne à obtenir ainsi "l'égalité d'armements" avec les autres puissances — rien de plus. L'Allemagne nazie avait commencé, elle aussi, à revendiquer l'égalité d'armements. Tout le monde se souvient comment les choses ont tourné. On le voit, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ne veut pas s'écarter de l'ornière creusée par Hitler.

118. Que les hommes d'Etat de certains pays voisins d'Allemagne occidentale ne veuillent pas aujourd'hui voir de menace dans l'esprit de revanche de l'Allemagne de l'Ouest et qu'ils participent même de concert sur les bords du Rhin aux manifestations militaristes et revanchardes ne change rien à la chose. Mais il faudrait que se dessillent les yeux de ces hommes d'Etat avant que sur la tête de leurs peuples ne s'abat-

tent le feu et le fer de la guerre, alors qu'il est temps encore de conjurer le danger.

119. Les dirigeants du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne vont jusqu'à affirmer que la seconde guerre mondiale n'est pas terminée, qu'elle continue. Voilà ce qui arrive lorsque les frontières, en Europe d'après guerre, ne sont pas fixées, faute d'un traité de paix! Voilà à quoi mène l'absence d'un traité de paix avec l'Allemagne! Si un tribunal impartial avait à se prononcer sur la politique du gouvernement actuel de la République fédérale d'Allemagne, les déclarations des ministres de Bonn suffiraient à elles seules pour qu'il prononce le verdict: oui, ce gouvernement est coupable de préparer la revanche.

120. Si le Gouvernement soviétique fait ressortir tout cela, c'est qu'il est mu non par un désir de vengeance, sentiment étranger aux Soviétiques, et certainement pas non plus par une crainte quelconque devant l'Allemagne occidentale, mais par le désir de faire obstacle au retour d'événements tragiques. L'Union soviétique est prête à tendre aussi une main amicale à la République fédérale d'Allemagne. Mais, pour établir d'excellentes relations de bon voisinage, encore faudrait-il des actes correspondants de la part de la République fédérale d'Allemagne. Il faudrait que les hommes d'Etat qui dirigent la politique de l'Allemagne de l'Ouest arrivent à comprendre que de telles relations répondent aux intérêts vitaux de la population même de la République fédérale d'Allemagne.

121. De mois en mois, la tension croît à Berlin-Ouest, transformé par l'OTAN en base militaire dirigée contre l'Union soviétique, la République démocratique allemande et d'autres pays socialistes; rares sont les jours où ne se produisent quelques tentatives pour utiliser Berlin-Ouest à des fins de provocation contre la République démocratique allemande, et cela constitue en soi une menace pour la paix.

122. Certains hommes d'Etat de l'Occident affirment que Berlin-Ouest n'est nullement une base de l'OTAN. Les troupes appartiennent à l'OTAN, mais la base, on ne sait à qui; n'est-ce pas là pur pharisaïsme?

123. Oui, Berlin-Ouest est une base militaire de l'OTAN et de personne autre; c'est là que se trouvent les troupes du bloc agressif de l'Atlantique nord, et cette base est au service de ses desseins. S'il était besoin de preuves supplémentaires, il suffirait de lire la déclaration du Secrétaire général de l'OTAN, M. Stikker, faite à la conférence de presse d'Oslo du 10 septembre dernier; dans cette conférence il reconnaît, au fond, que les puissances occidentales ont transformé Berlin-Ouest en une base de l'OTAN. La déclaration de M. Stikker, sur la ferme volonté des pays de ce bloc militaire de défendre les droits des Etats-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et de la France à Berlin-Ouest, de défendre la liberté d'accès à Berlin-Ouest et autres raisonnements de ce genre, témoigne une fois de plus que, sous le couvert du régime d'occupation, une base de l'OTAN a été créée à Berlin-Ouest. Les puissances occidentales cherchent à justifier la présence de leurs troupes à Berlin-Ouest, c'est-à-dire la présence des troupes de l'OTAN, en invoquant des accords désuets se rapportant à la période de guerre. A l'heure où nous sommes, il s'agit du traité de paix allemand et de la normalisation, sur la base d'un tel traité, de la situation à Berlin-Ouest, ce qui mettrait fin à l'occupation de Berlin-Ouest et à son utilisation en tant que base de ce bloc militaire.

124. Il est impossible d'accepter que Berlin-Ouest soit une base militaire du bloc de l'OTAN, utilisée contre les pays socialistes. Aussi longtemps que le régime d'occupation sera maintenu à Berlin-Ouest, aussi longtemps que la situation dans cette ville ne sera pas assainie, il n'y aura pas et il ne saurait y avoir la moindre garantie que, sur ce territoire minuscule de Berlin-Ouest, où les troupes des deux plus puissants groupes se trouvent à une distance de quelques mètres les uns des autres, il ne risque de se monter à n'importe quel moment une provocation qui ébranlera notre planète jusque dans ses fondements.

125. Le Gouvernement soviétique part de l'idée que le règlement pacifique du problème allemand peut être réalisé sans porter atteinte aux intérêts ou au prestige d'un pays ou groupe de pays quelconque. Sans doute, le mieux serait que les puissances signent, en même temps que nous et d'autres pays, un traité de paix, ou deux traités de paix distincts respectivement avec chacun des deux Etats allemands. Cependant, si les puissances occidentales n'acceptent pas de signer conjointement avec l'Allemagne un traité de paix ou bien d'en signer deux séparément, le Gouvernement soviétique admet encore la possibilité suivante: l'Union soviétique et les autres pays qui le désireraient signeraient un traité de paix avec la République démocratique allemande, étant entendu qu'en même temps les parties se mettraient d'accord pour remettre au moment du règlement pacifique la solution de questions bien connues des gouvernements intéressés. Le Gouvernement soviétique a fait maintes déclarations à ce sujet.

126. L'Union soviétique déclare être d'avis que la population de Berlin-Ouest choisisse librement son mode de vie, que Berlin-Ouest maintienne, sans entrave aucune, des contacts politiques et autres relations, non militaires avec n'importe quel pays de n'importe quel continent. La République démocratique allemande est prête à garantir à Berlin-Ouest, sur la base des normes généralement reconnues du droit international, le libre transit des marchandises et des personnes à travers son territoire. Le Gouvernement soviétique propose d'octroyer à Berlin-Ouest, en tant que ville libre, des garanties internationales solides assurant son indépendance et sa sécurité.

127. Bien que nous soyons convaincus qu'il n'y a en principe absolument aucune nécessité à maintenir dans l'avenir des troupes étrangères à Berlin-Ouest pour en garantir l'indépendance, le Gouvernement soviétique a dit être d'accord pour que, provisoirement, soient cantonnés dans cette ville des contingents militaires symboliques. Nos propositions, à cet égard, sont connues et point n'est besoin de les répéter. L'une des variantes que nous proposons prévoit le cantonnement à Berlin-Ouest de contingents militaires symboliques de l'Organisation des Nations Unies. Qu'y a-t-il de mal dans la proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies manifeste sa présence, démontre sa volonté de paix dans une région aussi importante que le centre de l'Europe? Du fait qu'on rejette les garanties de l'Organisation des Nations Unies et qu'on insiste sur la présence obligatoire des troupes de l'OTAN, il est encore plus évident que le souci d'assurer l'indépendance de Berlin-Ouest et la liberté de sa population ne jouent, en fait, aucun rôle pour les puissances occidentales.

128. L'expérience de ces derniers temps montre bien que lorsqu'il existe un désir de résoudre des

questions internationales complexes, voire très brûlantes, par voie de coopération, et compte tenu des intérêts d'autrui, cette coopération porte ses fruits. L'heureux règlement de la question du Laos en est un exemple. Un autre exemple, non moins convaincant, est l'accord intervenu entre l'Indonésie et les Pays-Bas, qui prévoit la réunion de l'Irian occidental à l'Indonésie. A cette occasion, nous félicitons chaleureusement le peuple indonésien et son gouvernement. Comme l'a souligné le chef du Gouvernement soviétique, M. Khrouchtchev, ces deux exemples démontrent qu'il est possible et nécessaire de résoudre les problèmes internationaux complexes non par la voie des menaces, mais par la voie des négociations et du règlement pacifique. L'Union soviétique fait toujours sienne cette méthode, la seule juste.

129. Mais les puissances occidentales feraient un bien mauvais calcul si elles interprétaient le désir de l'Union soviétique de trouver une solution concertée avec elles comme signifiant qu'elle consent à voir traîner indéfiniment en longueur la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne. Si les puissances occidentales ne nous laissent pas d'autre choix, l'Union soviétique, avec les autres pays qui le désireront, signera un traité de paix avec la République démocratique allemande, avec toutes les conséquences qui en découleront. En agissant ainsi, l'Union soviétique ne fera que se comporter, en somme, comme les Etats-Unis et les autres puissances qui, il y a 10 ans, signèrent le traité de paix avec le Japon, sans la participation de l'Union soviétique.

130. Parfois, dans les pays de l'OTAN, on tente de recourir à des menaces, directes ou camouflées, en allant jusqu'à déclarer qu'en réponse à la conclusion d'un traité de paix les puissances occidentales ne reculeraient pas devant l'emploi de la force. Mais à ceux qui font de pareilles déclarations, on peut demander s'ils pèsent suffisamment leurs paroles. L'Union soviétique, la République démocratique allemande et d'autres Etats qui sont prêts à signer le traité de paix avec l'Allemagne ne permettront pas que soient violés les droits légitimes de la République démocratique allemande et n'accepteront pas que Berlin-Ouest reste un centre de provocations contre les Etats socialistes et une base militaire de l'OTAN. Ils n'accepteront pas que se perpétuent le régime d'occupation de Berlin-Ouest et la présence, dans cette ville, des troupes d'occupation.

131. La conclusion du traité de paix allemand mettra un terme aux séquelles de l'occupation sur tout le territoire de la République démocratique allemande et Berlin-Ouest sera considéré par les parties au traité comme une ville libre démilitarisée. Une fois signé ce traité, c'est la République démocratique allemande, et elle seule, qui sera maîtresse des communications avec Berlin-Ouest. Sa souveraineté sera solidement garantie et ses frontières resteront placées sous une protection sûre.

132. Que nul n'interprète nos paroles comme signifiant que nous ne désirons pas trouver une solution concertée de la question allemande; Le Gouvernement soviétique et son chef, M. Khrouchtchev, personnellement, ont déclaré à maintes reprises que nous préférons toujours maintenant une telle solution de tout ce problème. Nous ne serons obligés de passer aux actes que dans le cas où l'on ne parviendrait pas à une solution concertée.

133. Il règne toujours en Extrême-Orient une situation grossie de grands dangers; on ne saurait le passer

sous silence. Le territoire de l'île de Taïwan n'est toujours pas réuni à la Chine à laquelle il appartient depuis des temps immémoriaux; il continue d'être occupé par les Etats-Unis, qui l'ont transformé en champ d'opérations militaires contre la Chine populaire et d'autres pays socialistes. Tant que durera cette politique agressive des Etats-Unis à l'égard de la Chine, tant que durera l'occupation américaine de l'île de Taïwan, la menace contre la paix s'accroîtra en Extrême-Orient et dans le monde entier. Les intérêts légitimes de la Chine populaire comme ceux du maintien de la paix exigent de mettre un terme à l'occupation étrangère de l'île de Taïwan.

134. La transformation de la Corée du Sud en une base militaire américaine et la présence dans ce pays de troupes étrangères ne font que jeter de l'huile sur le feu en Extrême-Orient. Le Gouvernement soviétique, on le sait, a soulevé la question de la nécessité du retrait des troupes étrangères de la Corée du Sud et a présenté à l'Assemblée générale une proposition tendant à examiner cette question à la présente session. Une solution positive de ce problème contribuerait grandement à l'assainissement de la situation en Extrême-Orient.

135. Permettez-moi d'exposer maintenant le point de vue du Gouvernement soviétique encore sur un autre des problèmes les plus brûlants de la situation internationale contemporaine.

136. Il s'agit des appels que se sont mis à lancer des dirigeants officiels des gouvernements de certaines puissances de l'OTAN, dans lesquels il est question de déclencher une guerre nucléaire préventive, de porter les premiers coups d'une attaque nucléaire. Tout récemment, le monde a pris connaissance de la déclaration du Président des Etats-Unis d'Amérique, selon lesquelles ce pays, dans des circonstances déterminées, prendra l'initiative d'un conflit nucléaire.

137. Le Gouvernement de l'Union soviétique aurait préféré parler, du haut de cette tribune, non pas de ce qui sépare l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis, de ce qui place ces deux pays en deux pôles opposés, mais de l'amitié, de la confiance et de l'entente entre eux, ce qui, nous en sommes convaincus, serait accueilli avec une profonde satisfaction par tous ceux qui ont à cœur la cause de la paix. Le Gouvernement soviétique a déclaré plus d'une fois qu'il est en faveur d'une telle amitié et que de bonnes relations entre les deux puissances — l'Union soviétique et les Etats-Unis — détermineraient une amélioration radicale de toute la situation internationale.

138. Et, si nous condamnons les déclarations relatives à l'éventualité du recours à la guerre nucléaire préventive, ce n'est pas dans l'intention de lancer des critiques contre certaines personnes privées et certains hommes d'Etat. Non, c'est contre cette doctrine elle-même que nous nous élevons afin d'écarter le danger qu'elle implique pour tous les peuples et, ce qui n'est pas le moindre, afin de frayer la voie à la coopération et à la compréhension entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique.

139. Méditez bien sur le sens des déclarations concernant une guerre nucléaire préventive! Certes, "prendre l'initiative" d'une telle guerre cela veut dire: être le premier à déverser des bombes atomiques et à l'hydrogène sur un pays pacifique. Tout homme raisonnant objectivement dira qu'une telle

"initiative" n'est rien autre qu'une agression. Quand retentissent de telles déclarations, pas un être humain, qu'il soit de l'hémisphère oriental ou occidental, ne peut se délivrer du sentiment écrasant que le monde sera en un instant plongé dans la catastrophe de la guerre.

140. Les menaces de guerre nucléaire préventive sont si monstrueuses qu'il est difficile de croire que cela se passe au milieu du XX^{ème} siècle, alors que l'humanité glorifie les héros qui ouvrent les chemins vers les étoiles, alors qu'elle s'enthousiasme pour la création des machines électroniques les plus complexes et bien d'autres conquêtes extraordinaires de la civilisation mondiale.

141. Pour essayer de présenter cette directive du premier coup de frappe nucléaire sous une forme moins indigeste, ses auteurs affirment que les Etats-Unis dirigeraient les premiers cette salve nucléaire contre l'Union soviétique et déclencheraient ainsi une guerre thermonucléaire au cas où l'Union soviétique entreprendrait une offensive de grande envergure contre l'Europe au moyen d'armements du type classique. De telles déclarations n'ont qu'un but: égarer les gens crédules.

142. Sans parler du fait que ces ratiocinations sur une attaque quelconque de la part de l'Union soviétique — attaque massive ou non, — ne reposent sur aucun fondement, il est clair qu'on ménage ainsi une justification et une échappatoire pour perpétrer cette agression. En effet, un Etat qui entend provoquer un conflit militaire en trouve le prétexte. Rien de plus simple que de faire passer le heurt qu'il a lui-même provoqué pour une attaque massive de l'adversaire, c'est-à-dire justement pour ce qu'on déclare d'avance être le prétexte à une attaque nucléaire.

143. Le plan est plutôt simpliste et, en somme, ne diffère que peu, par exemple, des procédés utilisés pour le déclenchement de la première guerre mondiale, et surtout de la seconde. L'éventualité, inventée de toutes pièces, d'une quelconque attaque soviétique contre l'Europe, n'est là que pour maquiller extérieurement la tendance agressive de la politique du bloc militaire de l'OTAN.

144. L'idée d'"attaquer les premiers", l'idée d'une guerre préventive, n'est pas nouvelle. Au cours de notre génération, elle a laissé ses traces sanglantes dans des dizaines de pays d'Europe — et pas seulement d'Europe —, foulés par les bottes des envahisseurs fascistes, défoncés par les chenilles de leurs chars d'assaut.

145. Le peuple soviétique n'a pas oublié que l'attaque de pirates perpétrée par l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique en 1941 a été, elle aussi, camouflée par des déclarations sur "la menace soviétique" quoique le monde entier sût parfaitement que c'étaient là des mensonges de Hitler et des gens de sa clique criminelle. On peut penser que le peuple américain se rappelle aussi Pearl Harbor; or, le Japon a agi envers les Etats-Unis d'Amérique comme le préconisent les partisans de la doctrine de la guerre préventive.

146. Alors, que signifie tout cela? Le monde entier condamne maintenant avec colère — et sans doute plus d'une génération en fera-t-elle autant à l'avenir — la politique de l'Allemagne fasciste et du Japon militariste qui ont plongé l'humanité dans la seconde guerre mondiale. Ces générations condamneront la perfidie et la déloyauté de ceux qui présidaient aux

destinées de ces deux pays qui, sous les prétextes mensongers d'une prétendue menace contre l'Allemagne et le Japon, tentaient de justifier leur agression et leurs sanglantes aventures.

147. Mais alors, cette doctrine de la guerre préventive est maintenant adoptée pour s'armer par ceux qui en ont été les victimes et qui, avec nous, avec leurs alliés de la seconde guerre mondiale, ont condamné les criminels nazis. Lorsque, avec les Etats-Unis et d'autres puissances alliées, nous jugeons les principaux criminels de guerre, il y avait avec eux, au banc des accusés, leur monstrueuse politique qui avait déclenché la seconde guerre mondiale. Comment peut-on oublier aujourd'hui tout cela et, la conscience tranquille, se déclarer prêt à prendre l'initiative d'un conflit nucléaire?

148. Peut-être ceux qui se trouvent dans cette salle ne se rendent-ils pas tous pleinement compte du danger que représentent des déclarations sur la possibilité de recourir à la guerre nucléaire préventive. Mais, mettez-vous à la place du peuple et du gouvernement du pays auquel s'adressent de pareilles déclarations et vous comprendrez certainement quels sentiments elles peuvent susciter et à quelles conclusions elles peuvent amener. Comment, à vrai dire, les interpréter? Comme une simple menace courante ou comme quelque chose de plus fort? Suffit-il d'être sur ses gardes ou bien faut-il prendre des mesures d'anticipation? Voilà à quelles réflexions conduisent les appels à la guerre préventive.

149. Nous savons que l'Organisation des Nations Unies n'a pas toujours réagi à tous les graves problèmes internationaux. Mais il y a problèmes et problèmes. Quand il s'agit de prévenir une catastrophe, personne ne saurait rester indifférent. Il ne peut y avoir de milieu entre la condamnation et l'acquiescement à l'égard de la guerre nucléaire préventive comme il ne peut y avoir de moyen terme entre la vie et la mort.

150. L'Union soviétique attache une grande importance à cette question, non seulement et même pas tellement parce que les menaces s'adressent surtout à elle. L'Union soviétique dispose du nécessaire, étant armée de pied en cap, pour contenir et détruire n'importe quel agresseur. Les peuples de notre pays ont fait preuve plus d'une fois, sur le champ de bataille, de leur volonté de se défendre eux-mêmes et de défendre la liberté et l'indépendance de leur patrie. Ces jours mêmes, notre pays célèbre le cent-cinquantième anniversaire de la destruction de l'armée de Napoléon, réputée jusque-là invincible, avec laquelle il avait envahi notre pays. Chaque année, le 9 mai, nous célébrons la victoire sur l'armée hitlérienne dont les hordes étaient, elles aussi, considérées comme invincibles, jusqu'au jour où elles furent broyées et anéanties dans les combats avec l'armée soviétique. Aujourd'hui, notre pays, avec nos amis les pays socialistes, est plus fort que jamais. Aussi, la menace d'une guerre préventive ne saurait effrayer ni le peuple soviétique, ni les pays socialistes. Mais le Gouvernement soviétique, poursuivant immuablement sa politique constante de paix, fait tout son possible pour empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

151. Toute invitation à porter le premier coup nucléaire est en contradiction avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, avec la cause du maintien de la paix et elle est incompatible

avec l'honneur et la conscience de l'humanité. Aussi le Gouvernement soviétique estime-t-il nécessaire de soumettre à l'examen de la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme point spécial de l'ordre du jour, la question importante et urgente "de la condamnation de la propagande en faveur d'une guerre préventive" [A/5232] et le projet de résolution y relatif.

152. Nous en appelons à tous les Etats possédant l'arme nucléaire, afin de faire un premier pas vers son interdiction définitive, pour qu'ils prennent sans délai l'engagement de ne pas recourir les premiers à cette arme.

153. Le Gouvernement soviétique, depuis de nombreuses années au sein de l'Organisation des Nations Unies et dans maintes conférences et négociations internationales, notamment à la Conférence au sommet à Genève en 1955⁴, demande avec insistance aux puissances respectives de prendre cet engagement. Il est prêt à signer un tel accord aujourd'hui même.

154. Le fait que le Gouvernement des Etats-Unis ne désire pas s'engager à ne pas employer le premier l'arme nucléaire n'est-il pas troublant? Qui n'a pas l'intention de tirer le premier coup nucléaire n'a nulle raison d'éluder l'engagement international y relatif. A qui une telle décision nuirait-elle? A personne, du moment qu'on n'a pas d'intentions agressives.

155. Permettez-moi d'exprimer l'espoir que l'Assemblée générale examinera la proposition présentée par le Gouvernement soviétique, relative à la condamnation de la propagande en faveur d'une guerre nucléaire préventive, avec l'attention indispensable qu'exige la gravité de la question, son importance pour la sauvegarde de la paix universelle, et qu'elle adoptera la résolution correspondante.

156. Les sessions de l'Assemblée générale sont des étapes précises dans la vie internationale, encore que certaines d'entre elles ne laissent pas d'empreinte profonde dans la conscience des peuples, cependant que d'autres sont marquées par des résolutions qui se rapprochent de la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

157. Pour devenir un véritable centre de coordination de l'action des nations en matière de collaboration internationale, sa charte l'exige, l'Organisation des Nations Unies doit refléter pleinement et de façon exacte le tableau du monde moderne. Malheureusement, il n'en est pas encore ainsi, loin de là.

158. Au mépris de la Charte, au détriment de la collaboration internationale, comme par le passé, les droits légitimes de la République populaire de Chine sont usurpés; cela, pour une seule raison qui est la politique des Etats-Unis d'Amérique à l'égard de la Chine; d'année en année, d'une session à l'autre, cette politique maintient ou plutôt, entretient la momie de Tchang Kai-shek à la place appartenant à la Chine, et uniquement elle, dans l'Organisation des Nations Unies.

159. Deux Etats allemands et d'autres Etats encore restent en dehors de l'Organisation des Nations Unies, ce qui sape son importance en tant qu'instrument de lutte pour la paix.

160. Certes, l'Organisation des Nations Unies remplirait mieux les tâches qui lui sont assignées, si sa structure était mise en conformité avec la situation qui s'est créée dans le monde et si les groupes d'Etats existants (pays socialistes, pays appartenant au bloc occidental, pays neutres) étaient représentés sur un pied d'égalité dans ses organismes directeurs. Les propositions de l'Union soviétique, à ce sujet, sont bien connues et nous défendrons très instamment ces justes revendications. Tant qu'y subsistera cette situation anormale, qui ne reflète pas le tableau réel du monde, l'Organisation des Nations Unies ne pourra remplir avec succès les tâches qui lui incombent.

161. La délégation soviétique a exposé franchement le point de vue du Gouvernement soviétique sur les problèmes les plus brûlants et les plus urgents de la vie internationale. Nous l'avons fait afin d'attirer l'attention de l'Organisation des Nations Unies sur ces problèmes, dans l'espoir que tous les Etats représentés à ce forum international prendront encore mieux conscience des responsabilités qui leur incombent pour le maintien de la paix. La volonté de paix des peuples doit devenir le principe directeur de tous les Etats dans toutes leurs actions. Pour sa part, l'Union soviétique, comme par le passé, poursuivra logiquement sa politique de paix et d'amitié entre les peuples, de coexistence pacifique des Etats, indépendamment de leur régime social, parce que seule cette politique répond aux intérêts et aux aspirations les plus intimes de tous les peuples.

162. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je donne la parole au représentant des Etats-Unis qui désire faire usage de son droit de réponse.

163. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: J'avais espéré qu'il ne serait pas nécessaire d'interrompre la discussion générale, mais les propos tenus hier par le représentant du pays communiste de Cuba et aujourd'hui par M. Gromyko ne me laissent pas d'autre choix que de faire usage à mon tour de mon droit de réponse, non pas à propos de tout ce qui a été dit ici, conformément à la regrettable tactique habituelle de la guerre froide, mais à propos de ce qui a été dit au sujet de Cuba.

164. Le calme de la dix-septième session aura pris fin le quatrième jour. Je rappellerai aux Membres de l'Organisation que depuis l'attaque des réfugiés cubains contre Cuba en avril 1961 ce pays a porté plainte à maintes reprises aux Nations Unies en lançant des accusations fantastiques selon lesquelles les Etats-Unis complotaient, projetaient et préparaient une invasion immédiate.

165. Une de ces plaintes, si mes souvenirs sont bons, a été déposée en août 1961, mais ce n'est que six mois plus tard qu'on a insisté pour la faire examiner. L'attaque était dite "imminente" en août, mais bien entendu les Cubains eux-mêmes n'y croyaient pas. Comme vous le savez, toutes ces plaintes ont été rejetées l'une après l'autre à une majorité écrasante, mais non sans avoir coûté beaucoup de temps aux représentants et de dépenses à l'Organisation. D'après ce que nous venons d'entendre, il apparaît que notre patience et notre crédulité vont à nouveau être mises à l'épreuve. J'aurais cru que nous avions suffisamment de travail utile à faire ici sans qu'on reprenne ces accusations usées.

166. M. Gromyko dit que les Etats-Unis se sont arrogé le droit d'attaquer Cuba parce que ce pays a un régime différent. Il dit encore qu'aucune nation

⁴ La Conférence des chefs de gouvernement des quatre grandes puissances a eu lieu du 18 au 23 juillet 1955.

ne doit intervenir dans les affaires d'une autre. Je suis stupéfait. Je suis stupéfait de la douceuse hypocritie de la nation qui a fait dévier la saine révolution sociale cubaine vers le communisme, qui a écrasé avec des tanks l'indépendance de la Hongrie et qui tient en esclavage toute l'Europe orientale de la Baltique à la mer Noire. Pourtant, M. Gromyko prétend nous faire un sermon sur l'intervention dans les affaires des autres. Nous le savons trop bien, ce vertueux langage communiste dissimule, comme toujours, l'intervention dont il accuse les autres.

167. Maintenant, pour répondre directement, je dirai aux représentants de l'Union soviétique et de Cuba que nous ne prenons et ne prendrons pas de mesures offensives dans l'hémisphère américain et que nous ne permettrons pas non plus une agression dans cet hémisphère. Comme l'a dit clairement le Président des Etats-Unis le 13 septembre 1962, notre pays et les autres pays des Amériques ne reculeront devant aucune mesure qui serait rendue nécessaire par des menaces venues d'où que ce soit. Nous ne nous livrerons pas à une agression, mais nous n'en prendrons pas moins toutes mesures qu'il faudra pour prévenir toute tentative de subversion de la part de Cuba dans une partie quelconque de cet hémisphère. Nous agissons en étroite collaboration avec nos partenaires sur le plan interaméricain, intention qui ne déroge évidemment en rien à notre droit, inscrit dans la Charte des Nations Unies, de protéger notre sécurité nationale, chose vitale pour nous.

168. La menace contre la paix à Cuba résulte de l'extraordinaire et inutile afflux d'armes soviétiques et de personnel militaire soviétique à Cuba. C'est cette intervention militaire étrangère dans l'hémisphère occidental qui cause de vives inquiétudes non seulement aux Etats-Unis, mais encore dans tout l'hémisphère. Pourquoi ce grand déploiement militaire à Cuba? Nul ne peut le savoir avec certitude, mais tous les voisins de Cuba se sentent à juste titre menacés et éprouvent des craintes. Si l'Union soviétique désire sincèrement la paix dans la région des Antilles, qu'elle cesse de jouer à la guerre, de farcir Cuba de fusées, d'avions militaires, de matériel électronique perfectionné et d'autres armements sans commune mesure avec des besoins légitimes. Cette intervention militaire venant de l'extérieur contre l'hémisphère occidental est une menace à laquelle les Etats qui en font partie ne peuvent rester indifférents, pas plus qu'aucun autre Etat ne le pourrait où que ce soit.

169. J'estime qu'il est grand temps que nous nous affranchissions, si je puis dire, de ce genre de oriailleries pour nous consacrer aux tâches concrètes et pressantes qui attendent l'Assemblée générale et qui ne relèvent ni de la propagande, ni de l'insulte, mais de la paix. Les Etats-Unis se réservent de répondre le moment venu et quand et où il conviendra à d'autres points des propos que nous avons entendus cet après-midi; pour l'instant, je vous remercie, Monsieur le Président, et vous prie de m'excuser de ce contretemps.

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR

Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)

170. Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais): C'est avec grand plaisir que je présente à l'Assemblée

le point de l'ordre du jour intitulé "Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas concernant la Nouvelle-Guinée occidentale (Irian occidental)" (A/5170). L'Assemblée est saisie d'un projet de résolution présenté par l'Indonésie et les Pays-Bas (A/L.393).

171. Afin de permettre à l'Assemblée de régler rapidement cette affaire, je propose de donner la parole en premier lieu aux auteurs du projet de résolution, puis, si l'Assemblée générale le permet, nous procéderons au vote. Le Secrétaire général fera ensuite une brève déclaration et je donnerai alors la parole aux représentants qui désireraient expliquer leur vote. Le représentant de l'Indonésie a la parole.

172. M. SUBANDRIO (Indonésie) [traduit de l'anglais]: Tout d'abord, je tiens à remercier le Président, ainsi que les membres du Bureau, d'avoir consenti à donner la priorité à l'examen de l'accord intervenu entre les Pays-Bas et l'Indonésie. A peu près à cette même époque l'année dernière, au cours de la seizième session de l'Assemblée générale, j'ai plusieurs fois, de cette tribune, exposé la position de l'Indonésie à l'égard de la question de l'Irian occidental, sur laquelle il y avait alors conflit entre l'Indonésie et les Pays-Bas. Je me trouve aujourd'hui à cette même tribune et, Dieu merci, c'est pour annoncer que ce conflit a été résolu par des moyens pacifiques et qu'un accord a été conclu et signé le 15 août 1962 entre l'Indonésie et les Pays-Bas.

173. On se rappellera que sur l'initiative du Secrétaire général, les deux parties se sont réunies pour tenir des discussions officielles. Le Secrétaire général par intérim y était représenté par M. l'ambassadeur Ellsworth Bunker, et c'est grâce aux efforts inlassables du Secrétaire général par intérim et de M. Bunker, s'appuyant sur le désir sincère qu'avaient les deux parties de parvenir à un accord, qu'en deux semaines tout au plus un accord a pu être formulé, ce qui, dans les annales internationales, pouvait être considéré comme le règlement très rapide d'un conflit qui avait duré plus de 13 années consécutives. De cette tribune, je tiens à rendre encore hommage à U Thant et à M. Bunker dont les efforts déployés en vue d'obtenir ce règlement pacifique ont abouti.

174. Pour notre part, nous considérons que cet accord n'a pas seulement une importance internationale du point de vue de l'édification de notre nation et de notre reconstruction nationale alors que nous sommes en période de croissance et de consolidation en Indonésie. Plus encore, nous considérons cet accord comme une contribution précieuse à une meilleure entente internationale entre l'Indonésie et les Pays-Bas ainsi que tous les pays directement ou indirectement intéressés à ce conflit. En outre, il a contribué au prestige et au succès de l'Organisation des Nations Unies en réconciliant deux de ses pays Membres alors en conflit.

175. La délégation de l'Indonésie et celle des Pays-Bas présentent à l'Assemblée générale le projet de résolution contenu dans le document A/L.393. Nous espérons qu'il recevra de l'Assemblée un appui unanime, ce qui témoignera de toute la confiance faite au Secrétaire général, au Gouvernement de l'Indonésie et au Gouvernement des Pays-Bas pour l'exécution de toutes les dispositions de l'Accord.

176. Le but même de tout l'Accord en 29 articles, complété par les lettres échangées et autres annexes, est avant tout de servir au mieux les intérêts de la population de l'Irian occidental. C'est la tâche essentielle confiée à toutes les parties intéressées, tant pendant la période qui précédera l'établissement de l'Autorité exécutive temporaire des Nations Unies, puis pendant sa courte administration, et pour finir pendant la période de l'administration par le Gouvernement de la République d'Indonésie.

177. Le peuple indonésien désire sincèrement entreprendre dès que possible le développement dans tous les domaines de l'Irian occidental afin que les habitants de ce territoire puissent parvenir à l'émancipation et aux mêmes conditions sociales que leurs frères dans d'autres parties de la République. Le peuple indonésien est si résolu à cet égard que de tous les côtés du pays, riches et pauvres envoient leur contribution spontanée, témoignant ainsi du sentiment dominant que le développement de l'Irian occidental doit être accompli non seulement avec les crédits votés par l'Etat, mais être aussi l'œuvre de tous les Indonésiens. Pour mener à bien cette tâche, le Gouvernement de l'Indonésie estime qu'il a avant tout le devoir de faire régner la concorde parmi la population de l'Irian occidental, puis entre cette population et le reste de la République. C'est la notre politique nationale, telle que l'a définie le président Sukarno dans le discours qu'il a prononcé le 17 août 1962, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution indonésienne. De l'intérieur, nous ferons de notre mieux pour établir l'entente la plus étroite au sein de la population même de l'Irian comme aussi entre elle et celle des autres régions de l'Indonésie. Ce n'est pas en soi quelque chose de nouveau pour nous, car l'Indonésie est constituée par de nombreux groupes ethniques et régionaux qui représentent près de 100 millions de gens répartis entre 3 000 îles comprises dans une région égale en superficie à l'Europe entière comprise entre l'Irlande, à l'ouest, à la mer Caspienne, à l'est, et ces gens ont toujours été fidèles à la devise "L'unité dans la diversité".

178. Cela en outre n'est peut-être pas chose nouvelle, en particulier pour les nations qui existent de longue date et dont l'unité s'est réalisée dans la diversité au cours d'une formation nationale qui a pris des décennies ou peut-être même des siècles, à une époque où l'intervention étrangère était considérée comme inhabituelle. Aujourd'hui, que ce soit en période de lutte pour l'indépendance ou après l'accès à l'indépendance nationale, la question de l'unité nationale devient problématique à cause de droits acquis extérieurs. En tout cas nous avons, en Indonésie, dépassé ce stade, et les changements radicaux apportés à notre vie et à nos conceptions nationales pour les adapter aux exigences du XXème siècle n'ont pas trop gravement miné les fondements de l'unité nationale. Et avec le transfert de l'administration de l'Irian occidental à la République de l'Indonésie, cette unité nationale se trouve achevée. Forts de notre expérience passée, nous sommes persuadés que nous ferons régner la concorde entre les différents groupes régionaux et ethniques de la République.

179. D'autre part, nous resterons vigilants à l'égard de toute tentative, extérieure ou intérieure, pour nous désunir, et nous nous préparons à toute éventualité. Cela étant, nous espérons que les parties intéressées, c'est-à-dire l'Indonésie, les Pays-Bas et

l'Administrateur des Nations Unies — en particulier au cours de la période de transition — auront toujours à cœur avant tout les intérêts de la population de l'Irian occidental elle-même. Tout désaccord entre les populations des autres parties de la République et les habitants de l'Irian occidental ne servirait qu'à retarder encore le développement constructif de cette région et par conséquent à infliger à ses populations de nouvelles souffrances. A ce stade, les habitants de l'Irian occidental ont besoin avant tout et par-dessus tout de vivre en paix et d'améliorer leur condition sociale dans le domaine de la santé publique et de l'instruction. Je suis sûr que l'administration des Nations Unies, au cours des quelques mois de son fonctionnement, et le Gouvernement de la République d'Indonésie pourront se mettre à l'œuvre d'emblée et coopérer étroitement et harmonieusement, en s'inspirant avec application des buts précités. Il est certain que toutes les parties intéressées en bénéficieront, et surtout bien entendu l'Indonésie et les Pays-Bas eux-mêmes, par l'établissement de relations et de coopération normales.

180. C'est aussi à cette fin que je voudrais demander à l'Assemblée générale d'apporter son plein appui au projet de résolution présenté par l'Indonésie et les Pays-Bas.

181. Avant de quitter cette tribune, Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter de votre élection à la présidence de la dix-septième session de l'Assemblée générale. Tout le monde connaît vos services passés, en particulier dans cette assemblée, et par conséquent personne ne doutera de votre compétence à la guider dans sa recherche de la paix. Ma délégation éprouve en outre beaucoup de gratitude du fait que votre pays, le Pakistan, joue aussi un rôle important dans l'application de cet accord en fournissant les troupes nécessaires à la période transitoire.

182. M. SCHURMAN (Pays-Bas) [traduit de l'anglais]: Monsieur le Président, permettez-moi, au moment où je prends la parole pour la première fois à cette session de l'Assemblée générale de vous exprimer la joie très sincère ressentie en vous voyant assumer vos fonctions, non seulement par les membres du Gouvernement néerlandais et de notre délégation, mais aussi dans ce cas particulier, par l'ensemble du peuple néerlandais. Au cours des années où nous avions le privilège de vous avoir parmi nous comme juge éminent à la Cour internationale, nous avons appris à admirer votre intelligence, votre tact et votre sens de l'équité, et votre présence nous était devenue chère à La Haye où vous étiez une personnalité révéérée. Si vous devez maintenant nous manquer en Hollande, nous n'accepterons de vous perdre qu'à la pensée que l'Assemblée générale vous a appelé au poste le plus élevé et que vous y exercerez votre bienfaisante influence sur le plus grand forum du monde. C'est pourquoi je vous dis, Monsieur le Président, "Veel geluk, Mijnheer de President".

183. La délégation néerlandaise recommande l'adoption du projet de résolution [A/L.393] soumis conjointement par l'Indonésie et les Pays-Bas. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée tout d'abord prend acte de l'Accord signé au nom de la République de l'Indonésie et du Royaume des Pays-Bas au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York le 15 août 1962 [A/5170, annexe] et ratifié ultérieurement par les deux parties contractantes; puis

elle reconnaît le rôle qui y est conféré au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et enfin autorise le Secrétaire général à s'acquitter des tâches que l'Accord lui confie.

184. Mon gouvernement espère que cette question pourra être rapidement réglée et que l'Assemblée approuvera ce projet de résolution. C'est seulement lorsque l'Assemblée aura adopté cette résolution que l'Accord conclu entre les Pays-Bas et l'Indonésie entrera en vigueur et c'est seulement à partir de ce moment que toutes les clauses de l'Accord qui traitent des mesures que doit prendre le Secrétaire général prendront réellement effet. Pour les Pays-Bas, le rôle à jouer par le Secrétaire général est de la plus haute importance.

185. Maintenant que les parties ont élaboré et conclu un accord, il serait à la fois fastidieux et oiseux de revenir encore sur la longue histoire de ce conflit entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Je crois toutefois de mon devoir de présenter, dans l'intérêt des membres de l'Assemblée, quelques observations sur les raisons qui ont amené le Gouvernement néerlandais à signer cet accord et à recommander sa ratification à notre parlement.

186. Comme ont pu s'en apercevoir aisément tous ceux qui ont suivi le débat sur cette question de la Nouvelle-Guinée, il ne s'agissait pas d'un problème colonial. Les déclarations réitérées qui se sont finalement traduites par les propositions formulées par les Pays-Bas au cours de la seizième session de l'Assemblée générale⁵ n'ont laissé aucun doute sur notre acceptation sincère des principes et des dispositions de la résolution sur la décolonisation [1514 (XV)] ni sur notre offre de quitter immédiatement le territoire et de transférer son administration à un organe international, à la seule condition que celui-ci veillerait à ce que la population du territoire puisse librement exercer son droit d'autodétermination.

187. Non, la question de la Nouvelle-Guinée n'était pas un problème colonial; c'est plutôt un chapitre de l'histoire de l'autodétermination. Bien que ce droit inscrit sous forme de principe dans notre charte soit constamment exalté par tous sans exception, tels désaccords suscités par son application ont été les dernières dernières que notre offre n'a pas recueilli la majorité nécessaire des deux tiers des voix à l'Assemblée générale.

188. Sur ce qui s'est passé ensuite, je dirai seulement ceci: le Gouvernement des Pays-Bas regrette que dans ce cas aucun remède efficace n'ait été trouvé contre l'usage de la force, contrairement aux obligations qui incombent aux Etats en vertu de la Charte des Nations Unies. Il en est résulté que les Pays-Bas n'avaient pas d'autre choix que de lutter pour se défendre ou transférer le territoire à l'Indonésie sans que la population ait au préalable exprimé sa volonté. Faire la guerre c'était exposer les Papous et leur pays à la mort et à la destruction et beaucoup de Hollandais et d'Indonésiens à l'horreur des combats, sans même apporter de solution juridique au problème. Aussi est-ce le cœur lourd que le Gouvernement néerlandais a décidé de donner son accord au transfert du territoire à l'Indonésie dans les meilleures conditions possibles pour la

population papoue. Mon gouvernement, toutefois, n'aurait pas été en mesure de prendre cette décision si l'Accord dont vous êtes saisis n'avait pas prévu la participation des Nations Unies à l'exercice du droit d'autodétermination. Permettez-moi de donner lecture de quelques-unes des clauses les plus significatives relatives au rôle des Nations Unies dans sa sauvegarde de ce droit et d'autres droits encore de la population de la Nouvelle-Guinée.

189. Tout d'abord, je voudrais appeler l'attention sur l'article XXII qui est ainsi libellé:

"L'AETNU et l'Indonésie garantiront pleinement les droits des habitants de la région, notamment le droit à la liberté d'expression, de mouvement et de réunion. Ces droits comprendront ceux dont les habitants du territoire jouiront lors du transfert de l'administration à l'AETNU."

Je voudrais aussi appeler l'attention sur la dernière phrase de l'article XV selon laquelle:

"Tous les aspects relatifs à l'acte de libre option seront régis par le présent Accord."

190. Puis j'en viens à l'organe des Nations Unies qui doit être mis en place pour veiller à l'exercice du droit d'autodétermination. Il s'agit des articles XVI et XVII, libellés comme suit:

"Article XVI. — Au moment du transfert de toutes les compétences administratives à l'Indonésie, des experts des Nations Unies, en un nombre que le Secrétaire général jugera suffisant après avoir consulté l'Indonésie, seront chargés de rester là où leurs fonctions pourront exiger de leur présence. Avant l'arrivée du représentant des Nations Unies, qui participera, le moment venu, à la conclusion des arrangements à prendre en vue de l'autodétermination, leurs fonctions se limiteront à donner des avis et à prêter leur concours pour les préparatifs nécessaires à l'application des dispositions relatives à l'autodétermination, sauf dans la mesure où l'Indonésie et le Secrétaire général pourront convenir de leur confier d'autres fonctions techniques. Ils seront responsables devant le Secrétaire général de l'exercice de leurs fonctions."

"Article XVII. — L'Indonésie invitera le Secrétaire général à nommer un représentant qui, assisté d'un personnel composé notamment d'experts visés à l'article XVI, exercera les attributions du Secrétaire général consistant à donner son avis, son aide et son concours pour la conclusion des arrangements qu'il incombe à l'Indonésie de prendre en vue de l'action de libre option. Le moment venu, le Secrétaire général désignera le représentant des Nations Unies de manière que celui-ci et son personnel puissent prendre leurs fonctions dans le territoire un an avant la date de l'autodétermination. Le Secrétaire général déterminera, après avoir consulté l'Indonésie, le personnel supplémentaire que le représentant des Nations Unies pourra juger nécessaire. Le représentant des Nations Unies et son personnel auront la même liberté de mouvement que le personnel visé à l'article XVI."

Puis nous en arrivons aux articles qui prévoient les arrangements nécessaires pour donner à la population du territoire l'occasion d'exercer sa liberté d'option. Ce sont les articles XVIII, XIX, XX et XXI, qui énoncent les règles ci-après:

"Article XVIII. — L'Indonésie prendra, avec l'aide et la participation du représentant des Nations

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, points 88 et 22, 2, documents A/4915 et A/4954.

Unies et de son personnel, les arrangements nécessaires pour donner à la population du territoire l'occasion d'exercer sa liberté d'option. Ces arrangements comprendront:

"a) Des consultations ("Musjawarah") avec les conseils représentatifs sur les procédures et méthodes appropriées à suivre pour s'assurer de la volonté librement exprimée de la population.

"b) La fixation, dans le délai prévu par le présent Accord, de la date effective de l'exercice de la liberté d'option.

"c) La formulation des questions de manière à permettre aux habitants de décider: a) s'ils souhaitent rester unis à l'Indonésie ou b) s'ils souhaitent rompre leurs liens avec l'Indonésie.

"d) Le droit, pour tous les adultes des deux sexes qui ne sont pas des ressortissants étrangers et qui résideront dans le territoire au moment de la signature du présent Accord et au moment de l'acte d'autodétermination, y compris les résidents qui sont partis après 1945 et qui rentreront dans le territoire pour y résider à nouveau après la fin de l'administration néerlandaise, de participer à l'acte d'autodétermination qui s'effectuera conformément à la pratique internationale.

"Article XIX. — Le représentant des Nations Unies rendra compte au Secrétaire général des arrangements conclus pour l'exercice de la liberté d'option.

"Article XX. — L'acte d'autodétermination sera terminé avant la fin de 1969.

"Article XXI. — 1. Après l'exercice du droit d'autodétermination, l'Indonésie et le représentant des Nations Unies présenteront des rapports définitifs au Secrétaire général, qui rendra compte à l'Assemblée générale du déroulement et des résultats de l'acte d'autodétermination.

"2. Les Parties au présent Accord reconnaîtront les résultats de l'acte d'autodétermination et s'y conformeront."

191. En même temps que ces articles, qui ont trait au droit d'autodétermination, je voudrais vous lire un autre article important pour les membres de l'Assemblée, à savoir l'article XXIV qui dispose que:

"1. Les déficits que le budget du territoire accusera pendant l'administration de l'AETNU seront supportés en proportion égale par l'Indonésie et les Pays-Bas.

"2. L'Indonésie et les Pays-Bas seront consultés par le Secrétaire général pour la préparation du budget de l'AETNU et les autres questions financières relatives aux responsabilités incombant aux Nations Unies en vertu du présent Accord; toutefois, la décision finale appartiendra au Secrétaire général.

"3. Les Parties au présent Accord rembourseront au Secrétaire général toutes les dépenses encourues par les Nations Unies en vertu du présent Accord et elles lui feront des avances de fonds suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités. Les Parties au présent Accord supporteront en proportion égale le coût de ces remboursements et avances."

Grâce à ces dispositions, l'Organisation des Nations n'aura à assumer aucune des dépenses entraînées par l'exercice de ses fonctions.

192. Comme je l'ai déjà dit, la question de la Nouvelle-Guinée n'est pas et n'a jamais été un problème colonial; c'est un chapitre de l'histoire du droit d'autodétermination. La dernière partie de ce chapitre s'ouvrira par la résolution qui, j'en suis persuadé, sera adoptée par cette assemblée; elle prendra fin lorsque "l'acte d'autodétermination sera terminé", c'est-à-dire avant la fin de 1969. Cette dernière partie sera peut-être faite de tristesse et de déconvenue, mais elle peut aussi devenir l'histoire de la réaffirmation des droits et des principes de notre charte et du règne du droit heureusement et réellement affermi dans cette partie du monde. Nous espérons et nous avons confiance que c'est cette dernière éventualité qui se produira et que la fin du chapitre sera écrite dans un esprit de bonne volonté et de bonne foi.

193. Les Papous ne sont pas des étrangers pour les Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'administration du territoire et les activités déployées par les Pays-Bas ont pu être vues et connues de tous. Chaque année les Pays-Bas ont présenté à l'Organisation des Nations Unies des rapports et une documentation détaillés conformément à l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction, mais en plus de ces exigences de la Charte, sur l'évolution et le progrès politiques. Nos délégués et les experts papous ont répondu à toutes les questions posées par la Commission chargée de la transmission de renseignements sur les territoires non autonomes et lorsque le rapport de cette commission a été examiné par les membres de l'Assemblée générale. Chaque fois que la nécessité s'en est présentée, ils ont fourni des renseignements supplémentaires. Jusqu'à ce jour, le territoire ainsi que sa vie ont été comme un livre ouvert.

194. Lorsque l'Autorité exécutive temporaire des Nations Unies (AETNU) sera chargée de l'administration, les Pays-Bas cesseront de communiquer des renseignements que ne remplaceront pas ceux qui continueront à tenir les Nations Unies au courant des progrès accomplis pour le développement et le bien-être du pays et du peuple de Nouvelle-Guinée. L'Accord entre les Pays-Bas et l'Indonésie toutefois fait porter l'enquête sur le droit d'autodétermination. Par suite de cet accord, la "libre option" accordée à la population du territoire ne la concerne plus exclusivement, elle ne relève pas non plus de la politique néerlandaise ou indonésienne; désormais cette question intéresse le monde entier et chaque Membre de l'Organisation porte sa part de responsabilité tout comme les parties elles-mêmes.

195. Bientôt les Pays-Bas se retireront de la Nouvelle-Guinée et ce retrait imposé par les circonstances ne permettra plus au peuple néerlandais de s'acquitter des obligations qu'il a le sentiment d'avoir contractées à l'égard de la population papoue. L'œuvre de développement à laquelle beaucoup de Hollandais ont contribué de leur mieux et versé 30 millions de dollars par an ne sera plus assurée par nous, mais d'autres en auront la charge. Néanmoins, notre sympathie restée acquise à ce peuple en évolution, et c'est pourquoi, conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai écrit une lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en date du 10 août 1962, par laquelle je l'informais que le Gouvernement des Pays-Bas avait décidé de mettre à sa disposition 10 millions de dollars chaque année à répartir par l'Organisation.

des Nations Unies ou l'une quelconque de ses institutions spécialisées, à titre de contribution des Pays-Bas, entre les programmes d'assistance technique qui seraient entrepris par l'une ou plusieurs d'entre elles pour le seul bénéfice de la population du territoire de la Nouvelle-Guinée. L'offre est valable pour une période initiale de trois ans et il a été demandé que le Gouvernement indonésien en soit informé et qu'il me soit fait savoir si elle était acceptable pour le Secrétaire général et le Gouvernement indonésien. Je n'ai pas encore reçu de réponse à cette lettre, mais l'offre reste valable.

196. Et maintenant, cette brève intervention ne se terminera ni sur une note de joie, ni par des récriminations, ni avec un pessimisme exagéré. Tout ce que je tiens à dire, au nom de mon gouvernement et du peuple des Pays-Bas, c'est notre espoir que cette résolution commune, présentée par l'Indonésie et par nous, sera adoptée et qu'ainsi l'Accord entrera en vigueur et que l'Autorité exécutive temporaire des Nations Unies trouvera la force et la sagesse d'accomplir sa tâche avec tact et habileté, et enfin que les Nations Unies aideront la population papoue dans son développement de telle sorte que le résultat de leur libre option puisse être tout à l'honneur et à la gloire de tous les intéressés.

197. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Je mets maintenant aux voix le projet de résolution présenté par l'Indonésie et les Pays-Bas [A/L.393]. La délégation du Cameroun a demandé qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Roumanie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal*, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Mali, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Rwanda, Togo, Haute-Volta, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Dahomey, France, Gabon, Haïti, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Mauritanie, Niger.

Par 89 voix contre zéro, avec 14 abstentions, le projet de résolution est adopté.

*Par lettre du 24 septembre 1962 adressée au Secrétaire général, le représentant du Sénégal a demandé que son vote soit consigné comme négatif.

198. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): J'invite le Secrétaire général à faire une déclaration.

199. Le **SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM** (traduit de l'anglais): En adoptant la résolution présentée par l'Indonésie et les Pays-Bas, l'Assemblée générale a mis en vigueur l'Accord conclu entre ces deux pays au sujet de la Nouvelle-Guinée occidentale, c'est-à-dire l'Irian occidental. En même temps l'Assemblée a chargé le Secrétaire général d'une bien lourde responsabilité. J'accepte cette responsabilité et je m'efforcerai de m'acquitter de la tâche qui m'est confiée aux termes de cet Accord.

200. J'ai le sentiment que cet accord établit un précédent qui fera époque. Conformément à cet accord, pour la première fois dans l'histoire, l'Organisation des Nations Unies aura une autorité exécutive temporaire établie par le Secrétaire général dans l'exercice de ses pouvoirs et elle s'étendra à un vaste territoire.

201. Cet accord est unique en son genre par un autre aspect: bien que les Nations Unies aient un rôle d'importance vitale à jouer dans l'application de cet accord, l'ensemble des Membres de l'Organisation n'aura pas à assumer un surcroît de charge financière, car toutes les dépenses encourues par les Nations Unies en vertu de l'Accord seront supportées en proportion égale par l'Indonésie et les Pays-Bas.

202. La nouveauté de ce règlement pourrait bien n'être qu'un degré de plus franchi dans l'évolution de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de plus en plus efficace pour la mise en œuvre des politiques convenues entre les gouvernements Membres en vue du règlement pacifique de leurs différends, comme le veut la Charte. Sur cette base et à la demande de deux gouvernements, j'ai dû autoriser certaines mesures concernant la mise en œuvre de cet accord par anticipation de son approbation par l'Assemblée.

203. L'Accord lui-même a été possible grâce à l'esprit de conciliation dont les deux gouvernements ont fait preuve l'un envers l'autre et parce qu'ils étaient résolus à régler ce différend de longue date qui empoisonnait leurs relations mutuelles. Je suis heureux que les relations diplomatiques puissent ainsi être rétablies et j'espère qu'à l'avenir les relations entre les deux gouvernements seront empreintes de ce même esprit d'amitié, de compréhension et de cordialité qui a rendu possible l'Accord.

204. Des paroles bienveillantes ont été prononcées sur le rôle que j'ai joué pour qu'aboutissent les négociations. C'est avec reconnaissance que je reçois ces marques de satisfaction. Je voudrais toutefois souligner qu'une part majeure des responsabilités a été assumée avec compétence et zèle, par M. Ellsworth Bunker, qui a agi en mon nom au cours des négociations préliminaires. J'ai déjà rendu publiquement hommage à sa patience, son intégrité et son habileté diplomatique, qui ont tant contribué à l'heureuse conclusion de l'Accord.

205. Le représentant des Pays-Bas a particulièrement appelé l'attention sur les divers articles de l'Accord qui réservent à la population du territoire l'occasion d'exercer sa liberté d'option. Je suis sûr que le Gouvernement de l'Indonésie s'acquittera des obligations ainsi contractées, non seulement d'après la lettre, l'esprit de l'Accord lui-même, mais aussi dans l'esprit de la Charte.

206. J'ai déjà parlé des lourdes responsabilités qui viennent d'être placées sur les épaules du Secrétaire général. Je sais maintenant que je peux compter sur la coopération et le dévouement de mes collègues du Secrétariat, qui ont toujours su se montrer à la hauteur des circonstances. Nous compterons tous sur la pleine coopération des deux gouvernements, sans lesquels, naturellement, notre tâche ne pourrait être menée à bien.

207. Je désire informer l'Assemblée que je prends des dispositions pour que des copies de tous les instruments et documents ayant trait à l'Accord, ainsi que de la résolution y relative qui vient d'être adoptée, soient transmises au Conseil de sécurité pour son information.

208. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): La parole est maintenant au représentant de l'Australie pour expliquer son vote.

209. **Sir Garfield BARWICK** (Australie) [traduit de l'anglais]: L'Australie a voté pour la résolution que vient d'adopter l'Assemblée générale. L'Australie n'est pas partie à titre principal au différend réglé par l'Accord, mais elle était affectée par l'existence et les causes de ce différend, et cet accord aura une étroite influence sur ses intérêts. L'Australie est heureuse que ce différend ait pu être résolu sans guerre et que les revendications d'autodétermination des habitants de la Nouvelle-Guinée occidentale aient été reconnues et satisfaites.

210. Lorsque l'Assemblée générale a examiné ce différend pour la dernière fois, c'est-à-dire lors de sa seizième session, l'île de Nouvelle-Guinée était divisée administrativement; la partie occidentale dépendait des Pays-Bas et la partie orientale de l'Australie. Dans l'exercice de l'autorité qui lui était reconnue par l'Accord de tutelle, l'Australie avait rassemblé les deux territoires orientaux — la Papouasie, territoire non autonome, et la Nouvelle-Guinée, territoire sous tutelle — en une union administrative. Bien que le rôle de la puissance administrante au sens du Chapitre XI de la Charte diffère du régime de tutelle au sens du Chapitre XII, je ne m'arrêterai pas à examiner cette différence, car l'Australie s'est consacrée pendant longtemps à viser le même but en ce qui concernait ces deux territoires — à savoir préparer leur population en vue de l'autodétermination et de son octroi — pour qu'ils aient la possibilité réelle et effective de choisir eux-mêmes tant leur forme de gouvernement que leurs affiliations internationales. Les Pays-Bas visaient le même but à l'égard de la population placée sous leur contrôle.

211. L'Australie n'est pas acquise de fraîche date au principe de l'autodétermination. Ceux qui se trouvaient à San Francisco lors de l'élaboration de la Charte se souviendront du rôle de premier plan que l'Australie a joué en ce qui concerne l'insertion et la rédaction des Chapitres XI et XII. Notre peuple se préoccupe sincèrement du bien-être et de l'avenir du peuple papou. Nous avons toujours considéré comme faisant partie du droit d'autodétermination qui leur serait reconnu la possibilité de décider d'eux-mêmes, en temps voulu, s'ils s'uniraient ou non pour former une seule nation indépendante avec ceux de leur propre race qui habitent la partie occidentale de l'île. Nous n'avons jamais tenté de trancher cette question à leur place, dans un sens ou dans l'autre, et nous n'avons pas non plus, parmi eux, fait une propagande active pour cette idée. Mais nous avons

pria grand soin de ne pas exclure cette possibilité de décision. C'était l'un des motifs dont s'inspirait l'Accord conclu par l'Australie avec les Pays-Bas en novembre 1957, en vue de réaliser une union administrative concernant le développement des parties occidentale et orientale de l'île.

212. Le Gouvernement de l'Australie, pour autant que le concernait le différend entre l'Indonésie et les Pays-Bas, s'en est toujours tenu à son respect du principe de la souveraineté. Nous avons toujours pensé et nous pensons encore que le respect de ce principe est fondamental en matière internationale et qu'il est même de la plus haute importance à l'égard des petites nations et de celles qui sont en voie de se constituer. La souveraineté est un principe fondamental de la Charte; mais naturellement la qualité de Membre de l'Organisation met en jeu aussi les dispositions de la Charte concernant le respect des populations des territoires non autonomes. L'Australie, reconnaissant la souveraineté des Pays-Bas sur la partie occidentale de l'île et les sachant résolus à mettre en œuvre les principes du Chapitre XI de la Charte, avait l'assurance que la population du territoire non autonome de la Nouvelle-Guinée occidentale verrait ses revendications reconnues comme l'implique la qualité de Membre de l'Organisation.

213. Le Gouvernement de l'Australie n'a jamais discuté le bien-fondé des revendications respectives des parties au différend qui opposait l'Indonésie et les Pays-Bas au sujet de la souveraineté ou de l'administration du territoire. Il a soutenu constamment que, si ce différend faisait intervenir une question juridique susceptible d'être tranchée par la Cour internationale, la partie intéressée devait le porter devant ce tribunal. Si, d'autre part, et je crois que c'était le point de vue de l'Indonésie, la revendication du territoire n'était pas fondée en droit, mais s'appuyait sur des considérations politiques d'origine historique ou consensuelle, le Gouvernement de l'Australie a toujours été d'avis qu'il fallait résoudre le différend par des moyens pacifiques. Nous avons toujours soutenu qu'il ne pouvait être question d'agrandissement territorial ni de règlement d'une revendication territoriale par la force ou la menace.

214. Si les prétentions de l'Indonésie avaient été portées devant la Cour internationale de Justice, et y avaient été déclarées fondées en droit, l'Australie aurait reconnu et respecté la décision de la Cour et toutes ses conséquences éventuelles. Mais, le droit strict mis à part, l'Australie pensait que les habitants indigènes des deux parties de l'île ne devaient pas être troublés par des changements administratifs et aurait préféré voir subsister l'administration des Pays-Bas.

215. Qu'il me soit permis d'ouvrir une parenthèse et de dire que l'annonce du présent Accord a en fait causé une vive appréhension dans la partie de l'île administrée par l'Australie. C'est pourquoi l'Australie s'est vue dans l'obligation, au cours de ces toutes dernières semaines, par l'entremise de son ministre des territoires, de rassurer les habitants autochtones sur son bon vouloir à leur égard et sur sa résolution quant à elle de veiller à ce qu'ils conservent leur liberté d'option quant à leur avenir et à ce qu'ils puissent l'exercer le moment venu. Cette attitude de la part du gouvernement et du peuple de l'Australie n'a rien d'inamical à l'égard du peuple indonésien. Le gouvernement et le peuple de l'Australie sont

des mieux disposés à son égard et ont le désir constant non seulement de vivre en bonne intelligence, mais de coopérer avec lui aux efforts déployés pour augmenter le bien-être et élever le niveau de vie des peuples des deux pays, ainsi que pour assurer la paix et la sécurité dans la région où ils vivent tous deux en voisins très proches.

216. Lorsqu'en 1959 le Gouvernement de l'Indonésie a sollicité la compréhension de l'Australie à l'égard de sa politique, l'Australie a déclaré qu'elle respecterait tout accord qui serait conclu entre les Pays-Bas et l'Indonésie, parties à titre principal au différend, par des moyens pacifiques et que, conformément aux principes reconnus sur le plan international, l'Australie ne s'opposerait pas à un tel accord. L'Australie s'en est tenue fidèlement à cette déclaration conçue en des termes qui indiquaient bien qu'elle ne se considérerait pas comme liée par une solution imposée. L'Australie n'a exercé aucune pression sur l'Indonésie, que ce soit pour ou contre le transfert du territoire à l'Indonésie. Nous avons toujours été prêts à respecter tout accord librement conclu entre les deux pays.

217. Toutefois, il est devenu évident, en raison de circonstances sur lesquelles il est inutile de revenir, que les Pays-Bas souhaitent mettre fin à leur administration du territoire dans un délai relativement court, à condition que le bien-être des habitants du territoire fût sauvegardé. D'où la nécessité de trouver une solution pour administrer le territoire en attendant le moment où son peuple pourrait décider par lui-même de son avenir.

218. A la seizième session de l'Assemblée générale, une occasion s'est offerte, et l'Australie l'a approuvée, de fournir cette solution et ainsi de protéger le droit d'autodétermination de la population autochtone de l'Ile. On a laissé passer cette occasion. Le désir général de mettre fin au colonialisme et le fait des aspirations nationales indonésiennes à compléter l'unité nationale, deux arguments auxquels je suis parfaitement sensible, peuvent avoir eu tendance à masquer toute la portée des revendications des habitants autochtones de l'Ile.

219. Il ne sied guère que j'entreprenne de rappeler les événements survenus entre la dernière session de l'Assemblée générale et la conclusion de l'Accord dont nous sommes maintenant saisis. Ils sont sans aucun doute présents à l'esprit des représentants au moment où je parle. Mais je dois faire remarquer que l'Australie, bien que sans être partie au différend, et bien qu'elle n'ait aucun droit ni aucune revendication directement pertinents, a vraiment engagé les parties à négocier patiemment en vue d'un règlement pacifique et juste, qui donnât satisfaction aux revendications de la population autochtone. L'Australie a déploré et déplore encore à la fois l'usage de la force et la menace d'y recourir pendant cette période, soit comme moyen de tenter une conquête soit de faire pression sur les négociations.

220. Les Membres de l'Organisation des Nations Unies, et notamment l'Australie et les parties mêmes au différend ont préféré que l'intervention se fasse par l'intermédiaire de la diplomatie tranquille du Secrétaire général par intérim et de son représentant et grâce à l'assistance ainsi offerte aux parties en cause de parvenir à une solution raisonnable. Le résultat en a été que les bons offices du Secrétaire général par intérim et de son représentant ont devancé et surmonté les conséquences de regrettables

incidents et permis aux parties en présence d'aboutir au présent Accord. Cette forme d'intervention de l'Organisation des Nations Unies a été couronnée de succès et s'est en même temps révélée efficace, et je tiendrais à ce qu'il soit consigné que le Gouvernement australien s'en félicite.

221. L'Accord intervenu est conforme au désir des Pays-Bas, étant donné les conditions régnantes, de mettre fin à son administration et au désir du peuple indonésien de réaliser son unité territoriale, unité dictée par des circonstances historiques. Cet accord reconnaît et prévoit aussi l'exercice du droit des populations autochtones à une possibilité réelle et effective de décider elles-mêmes de leur avenir, tant en ce qui concerne la forme de gouvernement que du point de vue de leur association sur le plan international, et d'être mises entre-temps en mesure de prendre cette décision. Il est incontestable que par cet accord, aucune des parties n'obtient ce qu'elle considérerait comme un optimum du point de vue chronologique et quant aux détails des modalités du transfert, et à la stipulation précise des obligations assumées. Pour le fond toutefois, l'Accord couvre bien les points essentiels que j'ai mentionnés. L'Australie tenait à ce que le différend fût réglé pacifiquement, de telle sorte que les revendications de la population papoue fussent à la fois reconnues et qu'il leur fût fait droit. Quelles que soient les réserves qu'a pu nous inspirer le cours des événements, avant la conclusion de l'Accord, l'Australie accepte l'Accord des parties tel que je l'ai présenté.

222. Puis-je ajouter que selon moi, mises à part les considérations morales qu'implique le principe d'autodétermination, les intérêts à long terme de la stabilité et du progrès dans la région auront tout à gagner si les dispositions de l'Accord relatives à l'autodétermination sont appliquées en toute bonne foi.

223. L'Australie s'en remet à l'Organisation des Nations Unies pour s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées en vertu de l'Accord, et à l'Indonésie pour placer le bien-être des Papous au-dessus de toutes les autres considérations dans son administration du territoire, quel que doive être le statut du territoire par rapport à la Charte, mais c'est là une question qu'il est inutile d'examiner pour le moment. Ayant réalisé le principe de l'unité nationale en transférant maintenant à sa propre administration tous les territoires qui constituaient en partie les anciennes Indes orientales néerlandaises, l'Indonésie s'est maintenant engagée, par ses propres actes et par l'expression de la volonté nationale, à accorder à la population autochtone le droit d'autodétermination dans le sens que j'ai indiqué.

224. L'Indonésie, dans son administration, et le Secrétaire général par intérim, dans l'exécution des tâches assignées aux Nations Unies, trouveront l'Australie prête à coopérer à la réalisation des buts du présent Accord. Maintenant que le différend a pris fin, des possibilités de coopération plus grandes s'offrent à toutes les nations de la région dans des domaines autres que ceux directement rattachés à la Nouvelle-Guinée, et c'est là une perspective que l'Australie accueille très favorablement.

225. M. FELAEZ (Philippines) [traduit de l'anglais]: J'ai le très grand honneur de dire la profonde satisfaction que cause à mon gouvernement le règlement pacifique de la question de l'Irian occidental tel qu'il ressort de l'Accord qui vient d'être rendu officiel.

par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cet accord met fin à l'amiable à un conflit des plus ardu et des plus acharnés, qui a fait échouer toute solution pendant 13 ans et a profondément préoccupé l'Organisation des Nations Unies et en particulier les pays Membres de l'Asie du Sud-Est. L'enjeu était grand et parfois c'est le problème de la guerre et de la paix qui se posait. L'Accord rendu solennel aujourd'hui par cette auguste assemblée exigeait à un degré exceptionnel de la part de tous les intéressés des efforts patients, de la longanimité et un talent supérieur d'hommes d'Etat. C'est à juste titre qu'il a été qualifié d'événement historique par les deux hommes dévoués dont l'intervention a tant contribué à sa réalisation, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et M. Bunker des Etats-Unis. Il faut rendre également le grand hommage qui leur est dû, tant à la République d'Indonésie qu'au Royaume des Pays-Bas qui ont persévéré, en dépit d'immenses difficultés, dans leurs efforts de conciliation et qui ont enfin réussi à les résoudre pour parvenir à un accord acceptable de part et d'autre.

226. Le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et sa contribution décisive en tant que médiateur dans les différends sont bien connus de tous. Moins connues sans doute sont l'influence modératrice et l'assistance désintéressée de Nations amies qui ont facilité ce règlement pacifique, mais elles n'en méritent pas moins gratitude et éloges. Les Philippines sont fières de se compter au nombre de ces nations.

227. Tout en appuyant l'Indonésie dans ce différend, conformément à nos obligations en vertu de la Déclaration de Bandoung, nous avons demandé instamment que tout soit fait pour parvenir à un règlement pacifique et nous avons contribué par nos modestes moyens à empêcher que tout contact soit interrompu entre ceux qui s'affrontaient, en particulier pendant les moments les plus difficiles. Nous avons, aux Philippines, des raisons particulières de nous féliciter de ce règlement pacifique de la question de l'Irian occidental. Premièrement, nous sommes les voisins et les proches du peuple indonésien et nous sommes unis par de solides liens d'amitié, par l'expérience historique et un commun dévouement à la liberté et à la paix. Il est compréhensible que nous nous réjouissons avec eux de la conclusion de cet accord qui, à nos yeux, marque un nouveau progrès vers la liquidation des derniers vestiges du colonialisme dans notre partie du monde. Les Philippines escomptent la fin rapide de ce processus historique alors que tous les repaires du colonialisme qui subsistent encore où que ce soit dans le monde auront été éliminés. Deuxièmement, la paix et la stabilité de l'Asie du Sud-Est sont un enjeu vital pour nous. Cet accord écarte une sérieuse menace à la paix et prépare l'avènement d'une plus grande stabilité dans cette importante région. Enfin, nous portons, avec les pays membres qui partagent notre opinion, un intérêt indéfectible au maintien de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. Cet accord renforce notre croyance en cette efficacité de l'Organisation en tant qu'instrument de règlement pacifique des conflits internationaux. Là où se trouvent réunis les éléments essentiels que constituent la sincérité, l'esprit de conciliation et le respect véritable de la Charte, les différends peuvent toujours se résoudre pacifiquement.

228. Je voudrais terminer ces brèves observations en exprimant les meilleurs vœux que forment le

gouvernement et le peuple des Philippines pour le succès de la mise en œuvre de l'Accord. Nous sommes disposés, dans la mesure de nos moyens, à apporter n'importe quelle contribution utile et positive pour que s'effectue dans l'ordre le transfert du territoire sous les auspices des Nations Unies. Nous sommes disposés aussi à coopérer pleinement avec la République sœur, notre voisine, à la tâche commune qui est d'accroître la liberté et d'enrichir la vie des populations de notre partie du monde dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des principes défendus par elle.

229. Dato ISMAIL (Fédération de Malaisie) [traduit de l'anglais]: L'Accord entre la République d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas sur l'avenir de l'Irian occidental doit être bien accueilli de nous tous. Pendant de nombreuses années le différend concernant l'Irian occidental avait été une source de discorde et de luttes et au cours de ces derniers mois il avait même menacé de tourner à la guerre, avec des conséquences qui auraient pu être désastreuses pour la paix générale dans l'Asie du Sud-Est et dans le monde. Il est hors de doute que l'Accord représente un pas réel de plus vers le rétablissement d'une atmosphère de paix et de tranquillité dans cette région.

230. Etant voisine de l'Indonésie et de la région du conflit, la Fédération de Malaisie a des raisons évidentes de se sentir particulièrement intéressée. Nous sommes donc tout à fait satisfaits que les parties au différend aient enfin pu se mettre d'accord. Nous espérons sincèrement que l'Accord intervenu règlera définitivement ce différend déjà ancien. La cause profonde de discorde et de conflit ayant disparu, la normalisation rapide des relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie en sera facilitée ce qui fralera la voie à une nouvelle ère de coopération entre les deux pays.

231. En appuyant l'approbation de cet accord par l'Assemblée générale, tout ce que souhaite ma délégation c'est que les deux parties appliquent et respectent toutes les dispositions de l'Accord, car c'est le seul moyen d'éviter une reprise de la tension dans cette région et d'assurer le bien-être et le bonheur de la population.

232. Pour terminer, qu'il me soit permis de rendre un hommage sincère au Secrétaire général par intérim dont la clairvoyance et la diplomatie ont rendu possibles les négociations. Nos félicitations s'adressent aussi à M. Bunker qui a su diriger le déroulement des négociations vers une issue satisfaisante.

233. Nous présentons nos sincères félicitations à la République d'Indonésie et au Royaume des Pays-Bas pour l'heureux dénouement de leur différend. Puissions-nous avoir l'espoir que ces deux pays contribueront désormais plus encore à la paix, à la stabilité et à la prospérité générales de la région de l'Asie du Sud-Est.

234. M. ALI (Pakistan) [traduit de l'anglais]: Avant de prendre la parole à cette tribune pour expliquer mon vote affirmatif, je voudrais exprimer, de la part de ma délégation, au gouvernement et au peuple du Yémen, notre sympathie et nos condoléances pour la perte qu'ils viennent de faire en la personne de Sa Majesté l'Iman Ahmed. Nos pensées vont avec sympathie vers le nouvel Iman en cette heure d'affliction et nous prions pour que son règne soit long et assure plus de prospérité et de progrès à son peuple.

233. En outre, Monsieur le Président, je voudrais maintenant ajouter mes félicitations à toutes celles que vous avez reçues à l'occasion de votre élection aux hautes fonctions de Président de cette assemblée. Nous sommes extrêmement heureux de l'honneur que vous avez valu à notre pays.

236. Il est d'heureux augure que le tout premier acte important de la présente session de l'Assemblée ait été d'entériner l'Accord intervenu le mois dernier entre les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas pour régler le problème de l'Irian occidental. Nous devons adresser nos plus chaleureuses félicitations aux dirigeants des deux pays, pour les qualités d'hommes d'Etat, l'esprit de conciliation et l'attachement aux principes de la Charte des Nations Unies dont ils ont fait preuve dans le règlement de ce différend prolongé et ardu qui a pendant si longtemps entretenu l'acrimonie entre eux et attristé leurs amis communs. Ma délégation espère sincèrement que, grâce au règlement honorable de ce différend, des relations amicales se rétabliront entre l'Indonésie et les Pays-Bas et qu'ils reprendront leur coopération à leur avantage mutuel.

237. Le gouvernement et le peuple du Pakistan sont heureux de cette réconciliation entre deux pays avec lesquels ils ont entretenu des relations si étroites et si cordiales. Nous sommes fiers d'avoir été appelés à jouer un rôle, si modeste soit-il, dans l'application de cet accord. La confiance qu'ont placée en nous les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas nous honore. Au nom de mon gouvernement je prends l'engagement que, dans toute la mesure où il nous sera donné de le faire, nous n'épargnerons aucun effort pour contribuer au succès de l'Accord.

238. Le Secrétaire général mérite la gratitude, non seulement de ceux qui sont directement intéressés, mais de tous ceux qui sont ici, pour son initiative prudente, la patience et la discrétion qui ont permis à ses efforts de porter heureusement leurs fruits. Cet accord est vraiment un triomphe pour les principes de la Charte. Nous nous en réjouissons tous. Il faut voir là une manifestation très nette de ce qu'avait de la diplomatie de part et d'autre les différends entre nations peuvent être réglés d'une façon pacifique, honorable et juste. Il est ainsi prouvé clairement et abondamment qu'avec de la bonne volonté on parvient à trouver une solution satisfaisante aux différends internationaux.

239. Les dirigeants indonésiens et néerlandais ont démontré avec éclat que des différends concrets entre nations peuvent être résolus par le recours aux moyens pacifiques énoncés dans la Charte des Nations Unies. J'espère — et cela très sincèrement — que d'autres pays mettront à profit ce magnifique exemple afin que nous puissions tous contribuer à réduire les tensions entre nations dans des régions où il en existe encore. Nous aiderons ainsi à consolider cette organisation comme force capable d'assurer la paix et le progrès.

240. Ma délégation est heureuse que cet accord renferme le droit d'un peuple à disposer de son avenir comme il l'entend. Nous espérons que cet exemple préparera la voie à l'octroi de droits semblables à d'autres peuples encore captifs qui se voient refuser le droit de façonner leur propre destinée. Nous espérons sincèrement que cet accord sera un encouragement pour toutes les nations du monde à respecter la légalité et à s'acquitter de

leurs obligations en vertu d'engagements internationaux.

241. M. ZOLLNER (Dahomey): Avant de procéder à l'explication de mon vote, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale.

242. Le Gouvernement du Dahomey reconnaît les efforts déployés par le Secrétaire général, ainsi que par les Gouvernements des Pays-Bas et de l'Indonésie, en vue d'un règlement pacifique du problème de la Nouvelle-Guinée occidentale. Nous avons toujours été partisans des négociations et de la paix. Mais nous avons été aussi et nous sommes toujours partisans du droit absolu à la libre détermination des peuples. Mon gouvernement, malgré toute sa bonne volonté, n'est pas en mesure de donner sa caution à des accords par lesquels un peuple de 700 000 habitants se trouve être transmis d'une puissance à une autre par un traité bilatéral conclu sans que le principal intéressé, le peuple papou, ait été consulté au préalable.

243. Nous avons beaucoup entendu parler de libre détermination, mais, quand nous nous penchons sur cet accord, que voyons-nous dans les articles traitant de la libre détermination? Pas une seule fois — jedis bien, pas une seule fois — le mot "référéndum", qui est la forme la plus courante, la plus normale, la plus objective de consultation populaire, ne figure dans ces textes. La formule la plus précise que nous y trouvions est celle d'une vague "volonté librement exprimée de la population", sans qu'il soit même mentionné sous quelle forme cette volonté serait exprimée. Cela est laissé par la suite à la discrétion totale de conseils, qui sont qualifiés de "représentatifs", sans que le mode de leur désignation soit le moins du monde précisé.

244. D'un autre côté, la présence des Nations Unies, qui sera, nous n'en doutons pas, extrêmement efficace pendant la période transitoire où elle prendra en main l'administration de la Nouvelle-Guinée occidentale, se trouvera très limitée par la suite et elle sera limitée à conseiller, à aider à l'accomplissement des dispositions de libre détermination. Autrement dit, la consultation elle-même serait entièrement organisée par la partie qui a le plus intérêt à voir les résultats lui être favorables.

245. En vérité, c'est la première fois dans l'histoire que nous nous trouvons devant une consultation qui voudrait être objective et qui soit organisée par la principale partie intéressée à l'affaire.

246. C'est pour toutes ces raisons que mon gouvernement, tout en se félicitant de ce que la paix ait pu être sauvegardée dans cette partie du monde, ne peut s'empêcher de regretter que ce soit en partie sous la menace de la guerre. Nous exprimons toutefois l'espoir que cet accord, si peu satisfaisant qu'il soit, sera exécuté et entièrement observé dans sa lettre et dans son esprit. Nous comptons pour cela sur le Secrétaire général et nous ne doutons pas de ses capacités et de son objectivité.

247. M. Krishna MENON (Inde) [traduit de l'anglais]: En prenant la parole à cette tribune pour la première fois au cours de la dix-septième session de l'Assemblée générale, j'ai l'agréable devoir, Monsieur le Président, de vous présenter mes félicitations pour votre nomination à ces hautes fonctions.

248. Officiellement, nous nous trouvons ici pour expliquer nos votes. Je tiens à ce qu'il soit bien entendu qu'en ce qui nous concerne ce n'est pas un vote que nous expliquons, car mon gouvernement estime qu'il ne nous appartient pas de décider si cet accord doit être signé ou non. C'est un accord conclu entre deux pays souverains et nous n'avons pas le droit d'intervenir. Nous nous en félicitons et nous félicitons aussi le Secrétaire général du rôle qu'il a joué. Il a été enregistré sans aucun doute par les Nations Unies et par conséquent nous en reconnaissons l'existence. Nous appuyons également le paragraphe 3 du mémoire explicatif qui autorise le Secrétaire général à exécuter les tâches qui lui sont confiées, par voie d'accord, d'ailleurs, entre les parties.

249. Je voudrais dire aussi que nous sommes venus ici exprimer nos félicitations au gouvernement et au peuple indonésien ainsi qu'au gouvernement et au peuple néerlandais pour avoir mis fin à une situation qui n'avait rien de bien heureux ni pour l'une ni pour l'autre des parties. Nous espérons que l'Accord qui est maintenant conclu, bien qu'il ne mette pas complètement fin à l'isolation forcée d'une partie de l'Indonésie séparée de la mère patrie, permettra au processus ainsi amorcé d'aboutir à un achèvement satisfaisant.

250. Nos voisins immédiats, Ceylan et le Népal, m'ont prié de parler en leur nom en présentant ces félicitations.

251. Quelles que soient les paroles que nous prononcions à cette tribune, elles ont une portée publique. Nous voulons indiquer clairement notre attitude à l'égard de la situation de l'Irian occidental. L'intérêt et la part que mon pays prend à cette affaire remontent à 1949, alors que le Gouvernement de l'Inde, avec la coopération du Gouvernement de l'Australie, a rallié les gouvernements de cette partie du monde afin de concentrer l'attention du public sur l'état de soumission de l'Indonésie et ses efforts pour s'affranchir de la domination de l'Empire néerlandais. Nous n'avons cessé de soutenir depuis lors que l'Indonésie est une et souveraine et nous l'avons répété année après année dans cette assemblée. La raison n'en vient pas uniquement de notre proximité géographique ni de nos relations personnelles avec les personnalités indonésiennes, mais plutôt de notre façon d'envisager l'ensemble du problème des colonies. Pas plus tard qu'en novembre 1961, j'ai déclaré devant cette assemblée à la 1058ème séance:

"L'Irian occidental, du point de vue du Gouvernement indien, fait partie intégrante de l'Indonésie... Pour le Gouvernement de l'Inde, l'Irian occidental est un territoire colonial qui était administré par les Pays-Bas et dont la souveraineté a été transférée en vertu des dispositions de la Charte de transfert de la souveraineté." [A/PV.1066, par. 166 et 169.]

Nous connaissons bien ce genre de problème, où quelque chose reste à faire, qu'il faut bien terminer, de quelque manière.

252. Pour ce qui est du texte de l'Accord, il s'agit, comme je l'ai dit, d'un accord entre deux Etats souverains, et c'est le fait même de la souveraineté que de pouvoir le traiter d'une façon ou d'une autre.

253. Toutefois, nous devrions, à mon sens, formuler certaines observations à cet égard. L'Organisation des Nations Unies a assumé un rôle en cette affaire,

représentée avec grande compétence par le Secrétaire général par intérim. Nous le félicitons du succès de ses efforts, que reflète l'existence de cet accord. Mais le rôle de l'Organisation des Nations Unies — et il ne doit y avoir aucun malentendu sur ce point — n'est pas de transformer cette région en territoire sous tutelle. S'il est vrai que le Secrétaire général, l'un des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies et son porte-parole, est intervenu avec succès, cela n'efface pas sa responsabilité devant l'Assemblée pour ce qui se passe pendant la durée de sa gestion ou de ce que l'on pourrait désigner d'un autre nom — c'est là un rôle ad hoc et l'Organisation des Nations Unies assume des rôles ad hoc en maints endroits —; avec le précédent Secrétaire général, ce que nous avons fort communément et que ne prévoit pas la Charte était une "présence" de l'Organisation des Nations Unies, mais quoi qu'il en soit, l'Irian occidental n'en devient pas pour autant un territoire sous tutelle. Il n'est donc aucunement question d'un octroi d'indépendance. L'Indonésie est une et indépendante. En raison de la séparation forcée de cette région par suite de l'observation incomplète des accords conclus à La Haye en 1949, lors de la Conférence de la table ronde, ce territoire demeure entre des mains adverses. Dans l'intérêt de la paix, les légitimes possesseurs — ou, comme je dirai plutôt, la puissance souveraine légitime —, dans l'intérêt de la paix et aussi afin que cette question ait un aboutissement pacifique, sont parvenus à certains arrangements, qui leur conviennent, et nous les félicitons de ce que, d'une part, la réalisation des objectifs de la Conférence de la table ronde de La Haye est maintenant en vue et, d'autre part, de ce que, encore qu'il puisse y avoir certains délais, cette réalisation, pour ce qui est de son aspect concret, aura lieu finalement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

254. Nous voudrions aussi dire que cette période de présence des Nations Unies n'est nullement une période où son autorité s'exercera sous quelque forme de superautorité sur place. L'Organisation des Nations Unies aura des fonctions très limitées. A notre avis, cette période devrait être aussi courte que possible. La date de 1969 a été prescrite comme un maximum, et il n'y a aucune raison pour s'en tenir à ce maximum. Le rôle des Nations Unies, conformément à la Charte, devrait être d'harmoniser les intérêts divers dans toute la mesure possible sans exercer une superautorité sur l'autorité souveraine de l'Indonésie.

255. Nous tenons avec un soin jaloux à la souveraineté de notre voisin sur ses territoires, plus de 3 000 îles et ses mers territoriales. Car si cela n'est pas dit tout à fait clairement, il y aura d'autres conséquences.

256. Il est loisible à tout gouvernement souverain de prendre toutes dispositions intérieures sur son propre territoire. Certains pays sont souverains et ne permettent pas au peuple d'avoir une influence quelle qu'elle soit sur le gouvernement. Lorsqu'ils viennent ici, ils parlent de la volonté des peuples! De nombreux gouvernements sont souverains sur leur territoire, pour autant que le sachent les Nations Unies, alors que le peuple n'y a aucune possibilité de s'exprimer ni d'avoir part à cette souveraineté.

257. Il appartient entièrement au Gouvernement indonésien de décider comment remédier à cette séparation forcée et aux circonstances historiques

qu'elle a entraînées ainsi qu'à toutes les tendances à une personnalité distincte qui se sont manifestées. Cet accord, qui est intervenu, vous fait grand honneur, Monsieur le Secrétaire général, ainsi qu'à d'autres. Mon propre gouvernement à ce propos avait toujours demandé des négociations directes entre le Gouvernement de l'Indonésie et celui des Pays-Bas.

258. L'année dernière, trois projets de résolution ont été déposés devant cette assemblée. En ce qui concerne l'un d'eux, le Gouvernement des Pays-Bas a eu la sagesse, je suis heureux de le dire, de le retirer. Ce projet de résolution visait la création d'une commission des Nations Unies et par là l'établissement d'une tutelle internationale sur le territoire souverain de l'Indonésie. Nous nous serions opposés à une telle proposition même si nous avions été les seuls à voter contre.

259. Ma délégation ainsi qu'un certain nombre de gouvernements avaient alors présenté un projet de résolution qui avait recueilli une majorité, mais non pas la majorité requise des deux tiers. Le but en était que le Gouvernement de l'Indonésie et le Gouvernement des Pays-Bas devaient négocier directement, avec les bons offices du Président de l'Assemblée des Nations Unies. Nous regrettons qu'à cette époque un grand nombre de pays — 40 — dont la plupart appartenaient au groupe occidental, n'aient pas jugé possible de l'appuyer. Mais peu de temps après la fin de la session de l'Assemblée, ce sont précisément des dispositions de ce genre qui ont été prises; des conversations devaient avoir lieu entre les deux pays avec vos bons offices, Monsieur le Secrétaire général. Mais tout est bien qui finit bien et nous en sommes au point où le colonialisme dans cette région du Pacifique, nous l'espérons, a pris fin avec peut-être l'exception d'un petit territoire, Timor.

260. Nous aurons à traiter ce problème de quelque autre façon et à un autre moment. Par conséquent, l'effet de cet accord est qu'une fois pour toutes, sans aucune réserve, il met fin à l'autorité néerlandaise, de fait et même autrement, comme on l'a indiqué.

261. Je partage avec les Indonésiens et bon nombre de nos collègues, l'espoir que, malgré les difficultés qui ont existé dans le passé, les relations entre Hollandais et Indonésiens vont maintenant se développer. Nous savons d'expérience que lorsqu'un empire s'est effacé il s'établit des relations plus étroites entre des peuples qui étaient jusque-là séparés. Il y a plus d'Anglais aujourd'hui dans l'Inde que lorsque les Britanniques occupaient le pays. Nous n'avons plus peur d'eux et ils n'ont plus peur de nous.

262. En réalité, les Indonésiens ont été pendant longtemps sous tutelle hollandaise et sous l'influence de leur système scolaire et autre, ils portent l'empreinte du droit néerlandais issu du droit romain — et autres choses du même genre. Depuis leur indépendance, ils ont subi l'influence d'autres pays

aussi. Ce sont nos proches voisins. Nous ne voulons que leur bien et nous espérons que les arguments et les théories diverses qui portent un défi à la souveraineté indonésienne n'auront plus cours et que l'unité de l'Indonésie et la fin du colonialisme dans cette partie du monde seront pleinement acceptées et réalisées. En outre, il faut espérer qu'il n'y aura plus de tentative pour le ranimer d'une manière ou d'une autre.

263. M. AKAKPO (Togo): Ma délégation voudrait simplement expliquer brièvement son vote à propos de la résolution que l'Assemblée vient d'adopter il y a quelques instants.

264. Tout d'abord, nous voudrions nous féliciter de l'objectif poursuivi par cette résolution, d'une part, et de l'Accord conclu entre l'Indonésie et les Pays-Bas, d'autre part. Cet accord, dans son esprit, est essentiellement fondé sur la Charte des Nations Unies, qui tend à sauvegarder la paix et à régler les différends par des négociations. C'est en cela que ma délégation voudrait se féliciter du rôle actif joué par le Secrétaire général et par l'Organisation des Nations Unies.

265. Cependant, il n'a pas été possible à ma délégation de voter en faveur de cette résolution pour un ensemble de raisons que j'exposerai brièvement. Tout d'abord, il a paru assez paradoxal à ma délégation qu'étant donné l'importance du sujet on en soit arrivé à un vote quelque peu précipité. En effet, la discussion générale de la dix-septième session n'est pas encore terminée, le texte de l'Accord conclu entre les deux gouvernements vient à peine d'être soumis à l'Assemblée générale que voilà une résolution qui recommande à l'Assemblée de prendre certaines dispositions et de confier au Secrétaire général la charge d'exécuter l'Accord conclu entre les deux gouvernements.

266. Ma délégation aurait souhaité qu'une question aussi importante soit étudiée dans tous ses aspects, que l'Accord lui-même soit épluché et qu'en fin de compte, même si l'on n'arrivait pas à un texte parfait, l'Assemblée générale puisse tout au moins être en état, en toute connaissance de cause, de mesurer les résultats qu'on peut en attendre.

267. Néanmoins, ma délégation connaissant la compétence et la bonne volonté des parties intéressées, sachant également que le représentant du Secrétariat saura, avec le tact que nous lui connaissons, appliquer l'Accord, n'a pas voulu voter contre cette résolution et s'est abstenue.

268. Pour terminer, ma délégation voudrait formuler le vœu que malgré la procédure assez spéciale qui a été adoptée, et surtout malgré certaines imperfections de l'Accord et de la résolution sur laquelle nous avons eu à voter tout à l'heure, le résultat final soit conforme à l'esprit de cet accord et à l'objectif poursuivi par les deux parties.

La séance est levée à 19 h 10.

cf. Ibid., documents A/L.354, A/L.367/Rev.1 et A/L.368.